

tribune

socialiste

PSU

*un régime
grippé qui
masque son
impuissance
par un surcroît
d'autoritarisme*

*un système en
crise qui oblige
toutes les forces
en présence à
de déchirantes
révisions*

*la nécessité
pressante d'imaginer
une autre vie, de
mener d'autres
combats*

*le PSU doit se
renforcer pour
que triomphe le
socialisme !*

ADHÉREZ!

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

calendrier

- 16 fév., 14 heures, Angers, Salle Saint-Laud : « 10 heures pour le Chili. »
- 18 fév., 20 h 30, Saint-Lo, cinéma Le Majestic : soirée solidarité Chili avec « Les Quilapayun » et film « Un an d'Unité populaire. »
- 19 fév., 16 h 30, Paris 7^e : Cercle autogestion de l'IEP de Paris : 27, rue Saint-Guillaume : débat avec Victor Fay sur « Lénine et le contrôle ouvrier ».
- 19 fév., Chaumont, Tribunal de Grande Instance : Procès de Hervé Qué-ré, objecteur.
- 20 fév., 20 h 30, Paris 18^e, 36, rue Myrrha : meeting Emploi (Cerizay, EVR, Pasteur, ORTF, Râteau, Roussel-Uclaf, comité de lutte des Auxiliaires).
- 21 fév., 20 h 30, Paris 7^e, journée solidarité Chili avec projections de « Septembre Chilien ».
- Journées et week-ends de formation : PSU, 9, rue Borromée, Paris 15^e.
- 23-24 fév. : L'intervention dans les entreprises « Travail Social Animation ».
- 9 mars : rencontre nationale Entre-prises (branche aéronautique).
- 9-10 mars : vie et animation de la section.

fête en R.P.

Le terrain que nous avons en vue pour la fête du printemps de la région parisienne, nous a claqué dans les pat-tes. Nous faisons appel à tous les cama-rades, sympathisants du PSU, pour nous aider dans les plus brefs délais à trouver une propriété de 20 hectares minimum, sur laquelle pourrait avoir lieu notre fête. Cette propriété devant se situer dans un rayon maximum de 30 km de Paris et étant, de préférence, bien desservie. Prière d'envoyer toutes propositions ou suggestions à : Fédéra-tion de la Région Parisienne du PSU, 9, rue Borromée, Paris 15^e, ou télépho-ner au secrétariat du la RP à 566-45-37.
Le Bureau Fédéral

— nazillons —

- Lundi soir à Menton, un meeting organisé par les nazillons de « Faire Front » et autorisé par la préfecture des Alpes Mari-times — n'a pu avoir lieu. Plus-sieurs centaines de militants — dont de nombreux du PSU — se sont en effet fermement opposés à ce rassemblement en manifestant dans la rue.
- Un autre meeting de « Faire front », autorisé également, devait d'autre part se tenir ce mercredi au Cannet. La grande mobilisation des partis et syndicats de gauche lui aura sans doute réservé le même sort qu'à Menton.

7 JOURS DANS T.S.



■ Si le terme de « scène politique » n'existait pas, il faudrait l'inventer ! On vient de nous jouer « le malade imaginaire » avec le secret espoir que, comme d'habitude, celui-ci meure en scène afin que le spectacle fasse vrai-ment recette. Pour plus de sûreté, on nous a déjà programmé « Le Tartuf-fe » Giscard. Il paraît qu'en coulisse Marie-France Garaud, conseillère de Pompidou avec son compère Pierre Juillet, s'essayerait plutôt dans « Les Femmes savantes ». Seul point noir au tableau : ce n'est même plus le ré-pertoire classique mais du vulgaire théâtre de boulevard. Ces messieurs qui circulent dans les allées du Pou-voir et dans les salles de rédaction ont pourtant l'air d'apprécier. Tant mieux pour eux si cela les occupe.

Ce qui est plus inquiétant, c'est qu'à gauche on semble aussi atten-dre la fin du spectacle pour recommen-cer à bouger.

Georges Marchais et François Mit-terrand ont mis au point un petit bal-let sur les présidentielles sur l'air connu de « Je te tiens, tu me tiens par la barbichette », sans jamais faire la moindre référence aux enjeux politi-ques qui seraient liés à une telle élec-tion.

Et pour mieux éviter les débats au fond, des questions aussi capitales pour le mouvement ouvrier que celles qui portent sur le type de socialisme à construire ou sur l'analyse de l'URSS et des pays de l'Est, se trans-forment, par « Humanité » et « Nouvel Observateur » interposés, en polém-iques faciles où l'aplomb des uns n'a d'égal que la mauvaïse foi des au-tres. Michel Rocard tente ici pour sa part de mettre le doigt sur l'essentiel dans le cadre de sa chronique bimen-suelle (p. 16).

■ Alors, pourquoi ce « sur place » de la gauche française ? Ce n'est pour-tant pas faute de luttes à mener, de

débats à approfondir. Le projet d'ac-cord CGT-CGC par exemple. Chacun sait bien qu'après le Chili, il est fon-damental que les forces socialistes soient au clair sur leur stratégie d'al-liance avec les classes moyennes. C'est d'ailleurs ce rappel dramatique qu'illustre l'entretien d'un responsa-ble du Parti socialiste chilien, réalisé avant le putsch par nos camarades de « Découverte et Culture » et que nous publions aujourd'hui, car il a valeur de témoignage (p. 14).

Devrons-nous attendre nous aussi d'être sur l'obstacle pour ouvrir au fond la discussion sur ce point ? Nous le ferons, bien sûr, dans « TS » et c'est la raison pour laquelle Georges Con-stantin revient cette semaine sur la pla-te-forme CGT - CGC (p. 5).

Mais nos camarades du Parti socia-liste et du Parti communiste se sen-tent-ils à ce point sûrs d'eux-mêmes pour se payer le luxe de ne pas ana-lyser les conséquences politiques d'une telle stratégie ?

■ Un historien parlant du Front po-pulaire comparait la gauche française de l'époque à une équipe de chasseurs voulant attaquer « le méchant éléphant capitaliste ». Du haut de leurs colli-nes, ils discutaient sans fin sur la meilleure manière de le tuer. Vint le jour où ils descendirent enfin dans la plaine. Mais alors, il ne s'agissait plus pour ces braves chasseurs que de parvenir à enfourcher la monture !

Le risque est grand, si nous n'y pre-nons garde, de réécrire aujourd'hui la même histoire. C'est maintenant qu'il faut bâtir des stratégies d'attaques réalistes et efficaces. Sur le cadre de vie, sur l'école (p. 6), où l'on consta-te que Fontanet, s'il n'a pas oublié ses classes chez les jésuites, n'est pas aussi stupide et inoffensif qu'on vou-lait bien le dire. Sur le problème des régions et des minorités nationales, qui

reste pratiquement non posé, par le mouvement ouvrier (p. 8-9). Sur les luttes sociales nouvelles qui doivent être menées de plus en plus contre un patronat qui a pris, lui, une formi-dable avance en matière d'« interna-tionalisme ». Regardez Râteau. Regar-dez Roussel Uclaf (p. 11).

■ Plutôt que d'attendre tranquille-ment que la bourgeoisie choisisse son terrain de bataille, c'est donc mainte-nant, dans les semaines qui viennent, que le mouvement ouvrier doit porter l'attaque. Tant que l'on continuera à croire qu'il y a un temps pour les Lip et les Mai 68 et un temps pour la poli-tique (entendez les élections), c'est l'action politique elle-même qui sera vidée de tout contenu. Tant qu'il y au-ra, comme nous le rappelle Bertin, d'un côté les poètes et de l'autre les « politiques » fussent-ils révolutionnai-res, il n'y aura jamais ni poésie, ni ac-tion révolutionnaire (p. 15). Car l'une et l'autre se fécondent mutuellement.

■ Alors, quand le Parti prend en char-ge la nécessité de son renforcement, illustré par notre « une » cette semai-ne, ce ne peut être pour le plaisir de faire grossir un parti politique parmi d'autres, comme les autres. C'est aus-si, c'est surtout, pour mettre en œu-vre une autre conception de l'action politique, une autre conception du so-cialisme, que nous appelons autoges-tionnaire.

Certes, c'est bien connu, le PSU n'a pas beaucoup l'habitude de se pré-occuper de son propre développement. C'est pourtant une nécessité vitale si nous voulons sérieusement que notre objectif « contrôler aujourd'hui » se transforme en un « décider demain » suffisamment proche. Une fois l'élé-phant abattu...

Géard FERAN ■

la capacité d'intervention d'un parti politique dépend aussi du nombre de ses adhérents

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom
Adresse
Profession

REJOIGNEZ
LE
PSU !

d'Angleterre, et d'ailleurs

Le peuple anglais va donc voter. Des élections pas comme les autres : elles devraient, en effet, sanctionner, pour la première fois, un différend très grave entre le pouvoir politique et la classe ouvrière, et trancher l'affrontement de classe le plus dur, depuis 1926, dans ce pays. Telles sont du moins les données du problème telles qu'a voulu les poser M. Heath aux électeurs.

désarroi

La convocation précipitée des électeurs britanniques ressemble fort, en effet, à une manœuvre désespérée de la classe dirigeante anglaise pour briser la combativité de la classe ouvrière, et casser une bonne fois, les organisations qu'elle s'est données — syndicat TUC et Labour Party.

Il n'est pas douteux que M. Heath ait joué délibérément la politisation de la crise et sa dramatisation. Comme partout en Europe — en France, en Allemagne, en Italie — on sent en Grande-Bretagne la volonté, à travers « la crise », de briser l'élan du mouvement ouvrier.

En demandant au pays, et à sa « majorité silencieuse » de se prononcer contre les mineurs et tous ceux qui refusent la politique de classe du régime, M. Heath sait ce qu'il fait : il compte sur la lassitude enregistrée par plusieurs semaines de crise aiguë, sur le climat d'inquiétude qu'il a lui-même provoqué, sur l'absence d'issue apparente dans un conflit majeur, pour remporter une victoire décisive sur le Labour et ses alliés syndicaux.

Le calcul paraît juste à court terme.

Il semble en effet que, malgré ses proclamations de dernière heure, l'état-major travailliste, et singulièrement Harold Wilson, n'ont pas de solution de rechange à proposer. Pis : ses volte-faces continuelles sur des sujets aussi graves que les lois antigèves, l'immigration, l'Europe, ont vraisemblablement discrédité lourdement le parti Travailliste, malgré l'existence en son sein d'une gauche active, s'appuyant sur les syndicats les plus combatifs. Les dernières élections partielles sont, à cet égard, significatives : elles ont vu la déroute des travaillistes, au profit d'un parti libéral aux options bien mal connues, ou de candidats « indépendants ». Le désarroi politique en Grande-Bretagne est tel que l'on a l'impression d'une crise grave, peut-être définitive, du fameux « two party system ». Et renaît ainsi le rêve d'un système monopartite de fait, dominé par une grande nébuleuse conservatrice ayant virtuellement éliminé un parti travailliste réduit à la portion congrue sur les bancs de la Chambre des Communes. Ça nous rappelle quelque chose.

hypothèses

Il reste que cette défaite possible des travaillistes ne devrait pas réjouir trop vite les réactionnaires : l'affrontement de classes, qui se durcit en Grande-Bretagne, ne trouverait plus alors son débouché sécurisant dans le jeu électoral et institutionnel. On risquerait alors de voir émerger une conscience de classe combative et de masse, la classe ouvrière n'ayant plus d'autre choix que de s'exprimer par des voies moins traditionnelles, et moins médiatisées. L'autre hypothèse étant qu'un parti Travailliste, écrasé dans un combat électoral mal engagé,

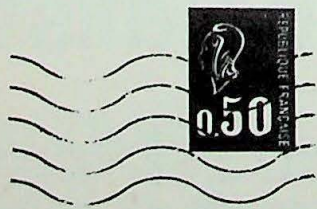
trouve les forces nécessaires pour se réformer et redevenir un vrai parti ouvrier, avec un vrai projet de société, pouvant se tourner vers la recherche d'une Europe socialiste. Sans oublier, à l'autre extrême, l'aventure toujours possible : Ench Powell, lui aussi, semble vouloir se mettre en marge des institutions...

un vide à gauche

Dans le pourrissement accéléré de la situation en Grande-Bretagne, dans l'inquiétant inconnu qui se profile à une ou deux années d'échéance, la social-démocratie anglaise porte une écrasante responsabilité : en refusant de réformer profondément la société, en sclérosant le jeu social et syndical, en ne se distinguant guère de son adversaire conservateur, le Labour et sa puissante machine ont en effet permis que se crée un vide dramatique à gauche.

Ce n'est malheureusement pas le cas de la seule Grande-Bretagne. Que l'on pense à l'Allemagne, que l'on songe à l'Italie. Il n'est que temps que les organisations de la classe ouvrière, dans toute l'Europe, renversent la vapeur. Il est grand temps que toutes les forces se mobilisent autour d'un véritable projet de société, d'une solution politique globale, d'une stratégie de masse. En France, le PSU est engagé à fond dans ce combat. Beaucoup en comprennent l'urgence et nous rejoignent. Le spectacle qu'offrent actuellement nos voisins européens ne peut que nous renforcer dans nos convictions, et raffermir notre analyse.

Daniel LENEGRÉ ■



VOTRE courrier nous est utile, indispensable. Vous ne nous écririez jamais assez. Que vous soyez satisfait de votre journal, ou mécontent, vous devez nous le dire, nous l'écrire. Le courrier des lecteurs, c'est un peu la boussole d'une rédaction trop souvent coupée de « la base » par une infinité de tâches bureaucratiques, autant qu'inévitables. C'est aussi une façon de dialoguer, de vous à nous, militants et lecteurs — équipe de TS — et entre vous aussi. C'est pourquoi nous voulons faire une place plus large à cet échange, chaque fois que ce sera possible, chaque fois que nous pourrions dégager un peu de place dans ce journal trop étroit encore.

ras le bol !

Trop étroit ?

Ce n'est pas l'avis de ce militant du Tarn-et-Garonne, qui tient à nous le faire savoir vertement !

« Ras-le-bol. TS est en difficulté (chronique) ; nous réussissons (en partie) une campagne d'abonnements (parfois en payant de notre poche des abonnements nouveaux), et vous ne trouvez rien de mieux que de repasser à seize pages ! Quand comprendrez-vous ? Si vous voulez, messieurs les intellectuels (c'est volontairement péjoratif) que l'on vous lise, soyez brefs, nets et précis (...). On n'a pas le temps de lire tout (...). »

Il y aurait beaucoup à répondre et disons tout de suite que nous sommes là en désaccord complet avec cette lettre.

D'abord TS n'est pas, n'est plus en « difficulté chronique ». On peut même dire que le journal ne s'est jamais aussi bien porté. Si nous insistons tant sur une campagne d'abonnements, c'est bien que la nature du soutien militant que nous vous demandons n'est plus la même que par le passé. Nous avons rompu avec l'habitude de l'appel régulier à une souscription pour éviter la mort du journal. Car ce n'est plus cela qui est en question. Nous vous demandons au contraire de diffuser plus largement notre hebdomadaire, de le faire connaître, de l'aider à prendre une plus grande place dans la presse et la vie politique de ce pays, une place à la mesure de celle qu'occupe le PSU.

Beaucoup de militants l'ont fort bien compris, d'où le succès d'une campagne qui doit encore s'amplifier pour que le journal soit meilleur, c'est-à-dire pour qu'il couvre un champ plus large, c'est-à-dire pour... qu'il passe à 20, voire 24 pages ! Un souhait d'intellectuel ? Sûrement pas. Nous le sommes si peu... Mais la nécessité de faire passer l'information, de donner

notre éclairage propre, de diffuser nos idées dans tout le champ de l'actualité, ce qui n'est malheureusement pas encore possible dans l'état actuel des choses. Vous n'aurez pas le temps de tout lire ? Qu'importe. Chacun doit pouvoir choisir, et trouver, dans TS, les informations dont il a besoin dans son secteur d'activité, et ceci en priorité. Le reste, il le lira à l'occasion, et y trouvera son compte, si le journal est bien fait.

Tiens, un exemple. C'est un lecteur de Besançon qui écrit :

ni fou, ni saoul

« Je viens de lire TS, le numéro 605. Dans la page centrale, au milieu des articles sur l'Alsace et le combat des « Klap-perstei », sensationnel, un article en alsacien ! »

« Effet extraordinaire sur ceux qui comprennent (le dialecte sur mon cœur, c'est mieux que si tu me dis le prénom et me tutoyes, c'est encore plus doux). Effet impressionnant, sur ceux qui ne comprennent pas, mais savent bien que d'autres aiment. »

« Alors un jour, un petit texte en langue d'oc, en basque, en corse, en breton, ou savoyard ou franc-comtois. »

« Salut camarades ! Je vous jure, je ne suis ni fou, ni saoul. »

Intellectuel, peut-être... Il nous semble que ce lecteur a raison. Il nous semble

qu'il faut savoir passer, comme cette semaine, en page 15, un poème de Nazim Hikmet. Il nous semble qu'il faudrait pouvoir donner, chaque semaine, la possibilité de s'exprimer à un plus grand nombre de lecteurs. Et pourquoi pas aussi, de temps en temps, dire quelques mots en portugais ou en arabe à ces travailleurs immigrés que nous nous efforçons de défendre contre l'exploitation ? Tu ne comprendras pas, l'ami ? Moi non plus. Eux si. Mais tu devrais comprendre pourquoi nous vous disons si souvent : de l'air ! Nous étouffons dans nos seize pages !

Bernard LANGLOIS. ■

TS : plus que 3 semaines !

Oui, plus que trois semaines de TS pour tous les adhérents du PSU qui n'auraient pas repris leur carte 74 d'ici trois semaines (1^{er} mars). Le 15 mars, nous cesserons d'envoyer le journal à tous les militants dont les cartes ne seront pas remontées au national. L'abonnement ne sera repris qu'après réception du volet national. Désolé, mais on ne peut guère se permettre les cadeaux. A vos plumes !

réflexions sur la "crise"

La tempête du pétrole passée, chacun prend conscience que la situation de l'économie capitaliste dans le court terme a été dramatisée par le gouvernement. En revanche, il paraît de plus en plus certain que le type de croissance que nous connaissons est remis en cause dans ses fondements mêmes. Dans ce cadre, Jean Verger énonce les questions auxquelles l'analyse marxiste est confrontée.

POUR caractériser la nouvelle période qui s'ouvre pour l'économie capitaliste internationale, on parle tantôt de « crise de l'énergie », de « crise généralisée » ou bien encore de « crise inflationniste ».

En réalité deux phénomènes différents se superposent : la récession économique annoncée déjà depuis de nombreux mois, et les répercussions de la crise pétrolière, répercussions qui dépassent, et de loin, le premier phénomène. Les deux, du reste sont masqués en partie, par le phénomène monétaire — développement en flèche de l'inflation — qui ne permet pas toujours de faire la part des choses.

Il importe d'avoir une compréhension totale de la crise pétrolière, et de bien isoler cet événement historique, de tous les autres facteurs économiques, pour apprécier ses répercussions sociales et politiques.

Le triplement du prix du pétrole renverse une tendance établie depuis la fin de la dernière guerre, qui élargissait sans arrêt le fossé creusé entre le prix des matières premières, payé aux pays sous-développés, et le revenu des pays riches. Désormais, pour toutes matières premières produites par les pays sous-développés, s'ouvre et va s'ouvrir une période de relèvement de ces prix (bois, matières tropicales, textiles naturels, minerais non ferreux, etc.).

On connaît les raisons de la hausse du pétrole brut : le conflit israélo-arabe n'a été en réalité que le prétexte, la justification « politique » d'une décision juste qui aurait dû être prise depuis longtemps.

Or une grande partie de la croissance capitaliste miraculeuse depuis

25 ans, est due à la capacité de ce capitalisme d'augmenter la consommation de biens matériels.

Comment cette augmentation a-t-elle été possible ? Par la diminution considérable du prix de revient des articles produits. Cette diminution considérable des coûts s'explique en partie par la baisse relative importante du prix des matières premières et de l'énergie. L'autre raison a trait au développement de la productivité technologique : mais dans ce domaine, l'industrie chimique liée au pétrole et à ses dérivés semble avoir joué un rôle déterminant.

C'est donc un des piliers de la société dite de consommation qui s'écroule. Il faut comprendre en effet que l'énorme accumulation de capital qui s'est effectuée ces deux dernières décennies, l'a été surtout grâce à une diminution relative de la valeur de la force de travail, exprimée en objets de consommation : le salaire mensuel d'un ouvrier de chez Renault était il y a dix ans, mettons de 1 réfrigérateur, il passe aujourd'hui à 2 réfrigérateurs.

Mais dans le même temps si le nombre d'heures de travail nécessaires pour fabriquer 1 réfrigérateur était il y a dix ans de 100 heures et s'il est aujourd'hui de 30 heures, on voit bien que le coût de la force de travail a diminué, en faveur bien entendu des profits, disons d'une manière plus précise, du surproduit. Si aujourd'hui les coûts de production augmentent en raison de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, ceux qui en supporteront la charge seront les travailleurs. A moins bien entendu que des luttes sociales de grande envergure mettent en cause la répartition salaires-profits. Tout permet de croire,

que malgré les menaces de chômage et les appels de la bourgeoisie internationale à « l'union nationale face à la crise », les travailleurs des pays industrialisés engageront de grandes batailles contre les attaques directes portées contre leur niveau de vie.

A travers les batailles devrait être posé par les militants révolutionnaires, le problème de la survie d'un système incapable de répondre aujourd'hui à ses propres impératifs idéologiques (croissance, mieux-être, plein emploi)...

au cœur du problème

La nouvelle période qui s'ouvre devrait permettre au marxisme vivant de répondre enfin à toute une série de problèmes, plus ou moins escamotés dans le passé, voire plus ou moins trafiqués. Citons pêle-mêle quelques-uns de ces problèmes :

Rôle des prix des matières premières et de la science comme facteurs de la croissance capitaliste depuis 25 ans.

Rôle réel de l'inflation depuis 10 ans, nature de l'accélération inflationniste actuelle.

une remarque

LES questions que Jean Verger pose nous rappellent, en effet, que « la tâche qui nous attend est immense ! ». La rubrique économique de TS s'efforce d'apporter sa contribution au débat ; les camarades qui désirent exprimer leur opinion sur ces thèmes peuvent écrire à la rédaction de TS ou à la Commission économique du PSU.

Nous n'avons pas la place nécessaire cette semaine pour commencer à travailler sur les six points abordés par Verger. C'est pourquoi nous ne ferons qu'une remarque annexe aux questions qu'il soulève, mais centrale dans le débat sur la croissance. Dans son exemple sur l'ouvrier de Renault, il explique que le pouvoir d'achat a crû moins vite que la productivité et traduit ce phénomène en disant, comme si c'était équivalent, que le coût de la force de travail a diminué, relativement

Le nouveau partage économique entre pays riches en matières premières et pays pauvres en matières premières : (le problème de l'Inde par exemple, dont l'économie risque d'être étranglée par la hausse des matières premières).

Les nouveaux rapports Etats-Unis - Japon - Europe Occidentale.

Valeur marchande, valeur d'usage : le développement des forces productives, y compris en régime socialiste, est-il illimité ?

Pour de nouveaux rapports à la nature...

Les thèmes 5 et 6 évoqués plus haut ont été abordés dans notre Manifeste de Toulouse : la dénonciation du mode de production et des rapports sociaux capitalistes, prenait comme exemple certains aspects frappants de la vie quotidienne. Dans la nouvelle période qui s'ouvre, l'absurdité du capitalisme, son gaspillage, ses incohérences, le visage qu'offrent en Europe des gouvernements qui gouvernent sans boussole dans la tempête, permettent d'offrir à la critique sociale une matière concrète tangible.

La tâche qui nous attend est immense : le capitalisme, même dans cette crise qui le dépasse, ne s'écroulera pas tout seul. Mais avec la classe ouvrière et toutes les victimes de l'exploitation et de l'aliénation, la période qui s'ouvre sera peut-être, après tant d'échecs et de désillusions, celle des affrontements victorieux.

Jean VERGER ■

Jacques GALLUS. ■

Lip, nouvelle étape du combat socialiste

La lettre qui suit nous parvient de Marseille. Sa pertinence est suffisamment éloquent pour que nous ayons à en rajouter...

MESSMER en avait ainsi décidé : fini, Lip. Fini et enterré. Avec la bénédiction dernière de Sanguinetti et autres chantres de l'actuel Pouvoir.

Et voici que l'ORTF doit rompre le silence : à nouveau Lip à la une. A la une, il est vrai, à travers une présentation particulièrement objective de Bernard Volker, digne représentant d'un Office démocratique, on s'en serait douté, mais Lip debout quand même et dont il faut bien parler, même si c'est en mal. D'ailleurs le petit présentateur de service a été devancé dans cet exercice et il cite, bien entendu, ses sources avec quelque malin plaisir : Georges Ségué dont les déclarations sont utilisées, bien à son insu, empressons-nous de l'ajouter, par les tenants d'un capitalisme monopolistique d'Etat que, seul, le front uni de la classe ouvrière permettra...

Mais quelle levée de pourfendeurs pour achever un moribond ! Le craindrait-on encore à ce point ?

« Piaget et ses camarades acculés à négocier dans de plus mauvaises conditions qu'au temps du bon médiateur Giraud... ; la CFDT payant aujourd'hui la surenchère dont elle est coupable... ; les ouvriers de Lip abusés par de mauvaises brebis... »

De toute cette accumulation de mensonges, parfaitement normale de la part d'un ennemi de classe dont nous n'attendons rien, quelques journaux, ces jours-ci, font justice : *Politique-Hebdo*, *Tribune Socialiste*, *TC*, en analysant les clauses de l'accord signé, les composantes de la situation et en démystifiant le soi-disant « plan Giraud ».

Non, même sur le seul vu des conditions de cet accord, Lip est tout autre chose qu'un échec des travailleurs et la perspective ouverte peut y déboucher, à terme, sur une victoire totale.

Et l'intérêt porté à Lip, hors de toute philanthropie, on l'imagine, par le patronat international, confirme la justesse

des analyses syndicales faites à Palente : Lip est bien viable, économiquement, Lip que Messmer avait déjà bradé !

Mais Lip prend toute sa signification pour qui s'interroge sur cet acharnement du Pouvoir, sur cette mobilisation qu'il a faite, contre une poignée de travailleurs, des armes de toute la puissance publique : des CRS à la réquisition de l'ORTF et des pressions sur les banques aux interventions des fonctionnaires d'autorité, à tous les niveaux.

Que nous étions bien loin, en effet, des soucis économiques et financiers que peut poser à un gouvernement de droite et à la classe qu'il représente, toute grève tant soit peu importante. Et nul ne s'y est trompé : au cœur du conflit c'était bien le problème du pouvoir dans l'entreprise qui était posé, c'était le test, pour la première fois réellement appliqué à cette échelle du contrôle ouvrier et du degré d'audience qu'il pouvait rencontrer auprès des travailleurs.

L'audience rencontrée ? Souvenez-vous de cet enthousiasme lucide et organisé qui marque Besançon au début de l'été,

que n'émoussera pas la période des congés, qui trempera sa résistance avec l'assaut des « martiens », les manœuvres gouvernementales et le plan Giraud et qui soutiendra, en définitive, dix mois de lutte, contre vents et marées.

Oui, les travailleurs se prenant en charge jusqu'à faire fonctionner, seuls, l'outil de travail. Et tous les militants, tous les exploités, se retrouvant avec les Lip et les ouvrières de Cerizay à la fête du Larzac et à la grande marche sur Besançon.

C'était bien plus que n'en pouvait supporter le Pouvoir... Que n'en pouvait supporter aussi, ici ou là, tel ou tel appareil syndical dont le rôle, rigoureusement défini, est de canaliser l'action des travailleurs et non de leur laisser la parole et la décision.

Dans le combat ouvrier, c'est une perspective nouvelle, un point de non-retour.

Lip est debout et, pour les hommes en place, ce qui vient de tinter, c'est déjà comme les premières notes d'un premier glas.

L. Q. MARSEILLE. ■



la pêche aux cadres



La tactique du PCF visant à élargir la base électorale du programme commun par « le rassemblement des mécontents » trouve une nouvelle illustration et un nouveau développement dans la recherche d'un accord CGT-CGC. Les cadres avec nous ! Pourquoi pas ? Encore s'agit-il de savoir sur quelles bases ! Le contenu de l'accord en question ne laisse pas d'inquiéter...

M. LE GUEN, secrétaire général, a annoncé le 1^{er} février dans son rapport devant le 5^e congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (UGICT) comme important pour le mouvement syndical dans son ensemble la prochaine « réalisation d'une plate-forme de revendications communes » aux cadres CGT et CGC.

Cet accord, en préparation depuis plusieurs mois, devrait être signé prochainement, encore que l'organisation de M. Malterre ait tendance à jouer les coquettes au dernier moment. Les deux confédérations ont tout lieu d'être satisfaites.

La CGC commence à se rendre compte que les cadres sont autant des salariés que des collaborateurs de la direction et qu'elle a intérêt à travailler avec les syndicats ouvriers sur ses propres revendications pour les faire aboutir. Elle a toujours été hostile à des discussions globales avec les autres organisations et elle trouve ici un accord bilatéral avec le premier syndicat français. Enfin, pour elle qui a toujours professé un attachement inébranlable au libéralisme (à l'Algérie française il y a quelques années) et à l'anticommunisme, cet accord est parfait puisqu'il n'aborde en rien les problèmes idéologiques, ni ceux de l'organisation de la société.

La CGT, qui développe sa stratégie de rassemblement de tous les mécontents pour en faire la base sociale du programme commun, avait commencé à discuter avec les cadres CFDT. Mais

ceux-ci sont « des moralistes, des irréalistes, des masochistes », selon J.-L. Moynot. Ils veulent définir des objectifs qui se substitueront au programme commun, selon René Buhl, et construire l'autogestion. C'est donc ailleurs qu'il fallait trouver l'apport de voix qui a manqué au programme commun. Alors, après les petits commerçants et les éleveurs de bétail mécontents, on s'adresse aux cadres, « un cadre qui n'est pas acquis à l'idée de programme commun, mais qui entend voir assurer la défense de ses intérêts matériels et moraux et y contribuer par l'expression et l'action, à sa place parmi nous ». (M. Le Guen). On développera, dans les entreprises, comme cela existe déjà, le double syndicalisme CGT, celui des cadres et techniciens et celui des ouvriers, même si ça renâcle à la base : il faut bien additionner les mécontentements.

décalage complet

Quel est le contenu de ce projet d'accord, autant qu'on puisse le connaître ?

— Défense du pouvoir d'achat du personnel d'encadrement. Toute hausse des prix déterminée par un indice arrêté contractuellement doit être intégralement répercutée selon un même pourcentage sur l'ensemble de la grille hiérarchique (comme si l'augmentation du coût de la vie se répercutait de la même manière, uniformément,

sur les salariés à 1.000 F par mois et ceux qui gagnent plus de 5.000 F !). L'amélioration qui doit être apportée aux catégories les plus défavorisées, ne doit en aucun cas, résulter de transferts au détriment du personnel d'encadrement, pas plus sur les salaires directs que sur la fiscalité. Les cadres qui ont vu leurs revenus augmenter moins depuis 1968 que les bas salaires ne veulent pas payer le relèvement de ces derniers. (La CGT et la CGC savent passer outre leurs divergences sur le relèvement du plafond de la Sécurité sociale...).

— Moyens d'expression du personnel d'encadrement. Cette exigence comporte deux aspects : d'une part, l'extension des droits syndicaux et des moyens d'assurer le fonctionnement des organisations syndicales dans l'entreprise ; d'autre part, la liberté d'expression et le droit à l'information sur la marche et les résultats de l'entreprise. Les cadres estiment actuellement être dans l'impossibilité de faire connaître leur appréciation sur les choix économiques de l'entreprise alors qu'ils aspirent « à participer à l'élaboration des décisions ».

(Limiter le droit à l'information sur le choix et les résultats de l'entreprise aux seuls cadres est une revendication totalement assimilable actuellement d'autant plus que le patronat a intérêt à diviser les travailleurs en s'appuyant sur « ses collaborateurs ». La revendication du droit à l'information et à la discussion pour tous est d'une toute autre nature et celle-là dangereuse pour le patronat !).

— Grille unique et continue de la hiérarchie. Elle débouchera sur les négociations de conventions collectives uniques. Les conditions d'une continuité favorisant la progression au niveau des fonctions et des qualifications se situent dans la perspective d'une grille hiérarchique unique et continue. (La CGT qui, comme la CFDT, souhaitait à l'origine un statut unique du manoeuvre à l'ingénieur, a

dû se contenter de l'unicité en matière de grille de salaire mais non de statut. On ne mélange pas les torchons avec les serviettes !).

Ce projet d'accord nous semble en décalage complet avec les aspirations et les luttes de la classe ouvrière depuis plusieurs années. Il fige l'organisation du travail et de la hiérarchie dans les entreprises par une conception de conventions collectives qui renforce les cloisonnements catégoriels et ne touche pas à la nature du pouvoir. A l'heure où le mouvement ouvrier doit prendre l'offensive, pourquoi cette position défensive de la hiérarchie des privilèges et du système en place ? La revendication du maintien du pouvoir d'achat doit être débattue avec l'ensemble des organisations syndicales, et aboutir à un accord qui ne lèse pas les cadres si l'on accepte de reconnaître que la hausse des prix ne touche pas de la même manière tous les salariés.

Au-delà de ce premier axe unificateur, les cadres qui prennent de plus en plus conscience du fait que leur compétence et leur expérience sont gaspillées par le capitalisme, doivent sortir d'un corporatisme sans issue et créer de leur côté les conditions d'une véritable unité des travailleurs qui tous sont exploités et aliénés. Toute autre voie conduit au maintien et à l'accentuation de la division actuelle, et à terme, à l'échec du mouvement ouvrier.

Le mouvement ouvrier ne gagnera rien à rechercher des alliances sur des revendications contradictoires. Au contraire, il doit faire un certain nombre de choix clairs, s'il veut transformer et élargir son unité. Que la CGC veuille tout faire pour préserver la hiérarchie sociale dans l'entreprise, c'est son affaire. Que la première centrale syndicale ouvrière française, la CGT, se croit obligée de faire de même, cela est plus grave et hypothèque lourdement l'unification du mouvement ouvrier.

Georges CONSTANTIN ■

GAM : le choix de l'autogestion

En 1970, les Groupes d'Action Municipale (GAM) ont nettement fait le choix du socialisme. Depuis lors, au cours de chacune de leurs rencontres nationales, ce choix a été réaffirmé et précisé. Non sans heurts et difficultés, car il n'est pas facile de demeurer en dehors des « sphères » politiques traditionnelles. Fidèles à leur vocation initiale de « rendre le pouvoir aux citoyens », ils avaient posé très tôt le problème du contrôle et de l'autogestion.

DEJA l'an dernier à Lyon, certains débats portaient sur ces problèmes, mais tout cela demeurait flou. Maintenant, depuis leur neuvième rencontre à Bièvres, la semaine dernière, le choix est fait, et en toute clarté, puisque la décision de poursuivre la collaboration avec le CLAS a été prise à l'unanimité après un long débat.

Cette unanimité peut surprendre et inquiéter. Surprendre, car nul n'ignore que nombre des militants des GAM sont également membres du PS et pas uniquement dans la tendance CERES ; surprendre aussi car localement les initiatives communes avec les autres organisations du CLAS ont

été peu nombreuses et empreintes d'une certaine méfiance.

Inquiéter aussi, car une telle unanimité peut vouloir dire absence de débat au fond. Or, tel n'est pas le cas, et les GAM présents avaient très sérieusement préparé auparavant la rencontre.

On peut donc s'attendre maintenant à une participation plus active au combat pour l'autogestion. D'ores et déjà, les GAM participent au colloque CFDT des 16 et 17 février, mais plus encore ils sont des participants actifs à la préparation des prochaines assises nationales pour l'autogestion socialiste.

Enfin, ils sont signataires, aux côtés du PSU, de la CFDT, de la CNAFF, d'Objectif Socialiste, de Vie Nouvelle et d'autres encore, de la déclaration par laquelle ces organisations ont décidé de tout mettre en œuvre pour assurer une présence commune sur le terrain du cadre de vie, sous la forme d'un collectif Action locale et autogestion.

La présence dans ce collectif d'organisations telles que le GAM et Vie Nouvelle a valeur de symbole dans la mesure où elles regroupent également nombre de militants du PS.

évolution rapide

Mais il faut se garder de trop d'optimisme. Fidèles à leur vocation décentralisée, les GAM demeurent réticents face à tout accord de sommet. Ils préfèrent les actions communes au niveau local. Et il est bien clair que c'est à ce niveau que pourra naître un mouvement pour l'autogestion socialiste. De même est-il évident que les pratiques locales peuvent se trouver fort éloignées des décisions nationales (et cela n'est pas vrai uniquement pour les GAM...).

L'essentiel nous paraît être l'existence d'un accord sur le fond, permettant de développer des initiatives communes sur une base politique définie.

Qu'advient-il par la suite ? Nul ne le sait. Si on regarde l'évolution des GAM, il faut constater que depuis 4 ans, celle-ci est particulièrement rapide. La base de recrutement a beaucoup évolué ; certes, elle demeure encore fortement influencée par les « classes moyennes », mais dans certaines régions, les GAM ont su s'attacher une base plus ouvrière. Leur action s'est progressivement transformée pour devenir beaucoup plus souvent une contestation des institutions sociales existantes ; cela est particulièrement vrai pour l'école.

Leur présence au sein de certaines municipalités, et les problèmes ainsi posés ne sont pas sans rappeler la situation de nos propres élus locaux.

Sans négliger toutes les difficultés et ambiguïtés qui demeurent, soulignons donc que les points communs deviennent de plus en plus nombreux et espérons que nous pourrons, sur le terrain, retrouver les militants des organisations qui, de plus en plus nombreuses, affirment leur choix autogestionnaire.

François SOULAGE ■

une réforme de jésuite !

Après avoir fait une présentation d'ensemble du projet Fontanet et lui avoir donné sa signification sociale et politique (T.S. du 23 janvier), il est nécessaire de démonter les mécanismes internes de ce projet et de proposer dès maintenant un certain nombre d'objectifs à court terme.

A U moment où le ministre Fontanet cherche par tous les moyens — et Dieu sait s'il en a ! — à se donner une image de « réformateur » libéral, moderniste et social, il ne faut pas oublier son passé, que la circulaire Fontanet-Marcellin sur les travailleurs immigrés rappelle opportunément. Il ne faut pas non plus négliger la stratégie qui se met en place depuis 15 ans, quel que soit le ministre, en matière de formation : une stratégie qui unit — non sans contradictions et compromis provisoires — le pouvoir et le patronat.

De 1959 à 1968, se sont succédées des réformes dont la plus importante, la réforme Fouchet, s'effondre dans la tourmente de mai 68.

Après 68, le pouvoir s'efforça à la fois de calmer le mouvement étudiant et d'autre part, d'introduire directement le patronat dans le système de formation. On commence par le supérieur — complété par les DEUG en 73 —, parallèlement on met en place un système de formation professionnelle continue (1970-1971) sous le contrôle direct du patronat ; et avec la loi Royer, on en vient même à mettre en cause la scolarité obligatoire : les jeunes apprentis peuvent ainsi être durement exploités dès l'âge de 14 ans.

La réforme Fontanet s'inscrit dans cet ensemble. Elle en fournit l'élément central. S'attaquant au système secondaire classique et moderne, elle vise à alimenter le système en main-d'œuvre correspondant aux différents niveaux de formation exigés par le patronat : sortie de 5^e : manœuvre, O.S. ou C.E.T. ; sortie de 3^e : C.E.T. ou lycée technique ou vie active et formation professionnelle courte, etc.

forts et faibles

Que nous propose en effet M. Fontanet ? Voyons le système non dans son « habillage », mais dans son fonctionnement.

D'abord, l'ancien C.E.S. à trois voies parallèles laisse place à un deuxième étage du primaire, avec des maîtres spécifiques (mais « les instituteurs auront un large accès aux centres de formation des professeurs de premier cycle »).

A l'issue du primaire (où les redoublements se poursuivront : avant la 6^e, un élève sur deux redouble au moins une classe), les élèves entrent dans un cycle de deux ans (6^e-5^e), sans redoublement avec des groupes de niveaux : les faibles et les forts varieront selon les disciplines et non plus selon les types d'enseignement (I - II - III). A la fin de la 5^e, il y aura donc déjà des gens forts en tout (ou presque), faibles en tout (ou presque...) et des gens « moyens »...

Il y a là un premier palier (pour les « faibles » forcément) : à la fin de la 5^e les enfants peuvent soit entrer dans la vie active (s'ils ont 14 ans), soit dans des classes de pré-apprentissage, soit dans des C.E.T., soit poursuivre dans le même C.E.S. qu'après en 4^e, 3^e (une année de redoublement est possible).

Il se produit alors, toujours selon le critère des forts et des faibles une coupure radicale entre deux voies : le technique et le secondaire. Trois, en réalité, car ceux qui ont 16 ans peuvent aussi entrer directement dans la vie active.

Donc à l'issue du C.E.S., un cycle (C.E.T. dit en 2 ans) d'études complet est terminé. L'élève entre soit dans un C.E.T. ou un lycée technique, soit dans un lycée « secondaire » (la notion de classique et moderne ne recouvre plus rien).

déjà l'usine

Ensuite, M. Fontanet ne nous dit plus rien des techniques ; il en faudrait peu sans doute pour qu'il nous dise : « C'est déjà l'usine, ça ne concerne pas mon ministère »... Par contre, il s'étend sur le secondaire. Ici, l'élève entre dans une deuxième commune, c'est-à-dire une sorte de propédeutique à l'enseignement secondaire, où les sciences (mathématiques, physique, chimie) serviront inévitablement de critère principal à l'orientation. Si

lement possible : les sections E, F, G, H sont ramenées à deux (F plus industriel et G plus commercial) mais on ne voit pas bien où se feront ces enseignements : sans doute dans les lycées techniques pour faciliter l'élimination du cycle secondaire normal d'élèves jugés insuffisants. Ce sera le pilier branlant sous le chapiteau déjà fragile des I.U.T...

Enfin, après la 1^{re} et la Terminale, s'achève le cycle secondaire des études. Mais ce cycle en réalité ne sert qu'à préparer le suivant : on a dit très justement que durant ces deux années, les lycéens seraient inévitablement contraints à un bachotage forcé (et qui plus est à un bachotage spécialisé !) : il s'agit en effet pour eux de préparer l'examen d'entrée en université, qu'on appelle « baccalauréat » pour des raisons de commodité... tactique. Un examen spécialisé donc, puisque des « profils » seront définis par le ministère, voire par les universités. La jonction avec la loi Edgar Faure est ainsi réalisée...

Le baccalauréat sera remis à celui qui aura réussi cet examen avec des notes supérieures à 12. Il sera remis aussi à celui qui a échoué, mais qui a obtenu une moyenne générale

lycéens et les enseignants, et de la sélection créent les conditions d'une explosion, là où on l'attend (dans l'école), mais aussi là où on l'attend moins (c'est-à-dire dans une jeunesse vouée à ne connaître que l'incertitude du travail et le risque du chômage).

La déscolarisation progressive d'un grand nombre de jeunes — avec une accélération notoire entre 15 et 20 ans — risque de se produire à un moment où les perspectives d'emploi sont limitées : dans beaucoup d'entreprises sur 3 ou 4 ans, par crainte de licenciement, on se prépare à bloquer l'embauche. Une masse énorme de jeunes va se constituer, avec une mentalité d'échec et une « disponibilité » professionnelle extrêmement grande.

antagonismes

Cette masse — ne nous y trompons pas — peut servir d'appui à des mouvements fascistes comme prendre une conscience progressiste et appuyer un mouvement socialiste. Mais, dans tous les cas, ce bon M. Fontanet, ce centrisme à préparé la voie à des antagonismes puissants !

Mais il ne suffit pas d'attendre que l'explosion se produise un jour, d'autant que des correctifs internes ou externes à l'école peuvent la retarder, voire même l'éviter. C'est dès maintenant qu'il faut développer une action à la fois défensive et offensive avec l'appui des jeunes et des travailleurs.

Bernard RAVENEL ■

des objectifs

P AR rapport au plan Fontanet, quels peuvent être les objectifs immédiats ? On pourrait les schématiser ainsi :

- 1 - Pour le passage automatique de tous les enfants en 4^e : pas de palier d'orientation en 5^e.
- 2 - Les enseignements de niveau faible ou fort doivent laisser place à des enseignements complémentaires ou de rattrapage pour les élèves en difficulté dans telle ou telle matière. C'est un soutien qu'il faut et non un classement.

3 - Pour un passage en seconde sans le contrôle des intéressés (lycéens - parents - travailleurs) avec régime identique pour le technique et le « secondaire » : même type d'établissements, sections de 2^e T commune avec possibilité de passage du 2^e T en 2^e S et réciproquement.

4 - Transformation de l'enseignement des mathématiques pour en faire un instrument de formation et non de sélection : défaut de la formation de physique-chimie en 4^e et non plus en 2^e.

5 - Transformation du contenu des enseignements de base et possibilités réelles d'options.

l'on en juge par la situation actuelle (cf. les classes de C), la sélection sera forte.

N'oublions pas non plus que les commissions « ministérielles » des spécialités concernées ont toutes décidé de cesser leur travail : il était inutile, elles n'avaient aucun moyen et visiblement on n'avait pas besoin d'elles ! Certes, le ministre a besoin d'un « latin du XX^e siècle » mais pas d'un enseignement mathématique pour tous !

Cette année-clé — celle aussi où l'enfant entame son adolescence — peut se terminer soit par la vie active, le technique (si l'accueil est possible), soit par le passage dans un cycle de deux ans (avec possibilité de redoublement à tout moment) de 1^{re}-Terminale, dans une des trois sections : littéraire, économique, scientifique (A - B - C aujourd'hui ; D est supprimé, le recrutement en médecine se fera donc sur la base du baccalauréat C). Une orientation vers un technique « général » (préparatoire aux baccalauréats de techniciens) est éga-

de 10. Pour juger la valeur de ce titre ainsi accordé, il suffit de lire que ses titulaires, qui n'auront pu entrer à l'université en raison de la sélection, pourront suivre une « formation professionnelle rapide » d'un an, organisée avec les milieux « professionnels ». Cette générosité révèle l'hypocrisie : si on n'entre pas à l'université, le baccalauréat n'a aucun sens, aucune valeur.

M. Guichard avait laissé planer l'idée que le baccalauréat pourrait être supprimé : ce fut l'inquiétude, car cela supposait un examen d'entrée dans chaque université, dans les grandes écoles. M. Fontanet apaise l'inquiétude : le baccalauréat est sauvé ; il aura même deux visages, celui de l'examen d'entrée, fondé sur des critères propres au supérieur, et puis... l'autre. On voit que M. Fontanet a été élevé, lui, chez les jésuites...

Il se pourrait bien, malgré tout, que sous des apparences trompeuses, se dissimule dans ce fatras une assez extraordinaire bombe à retardement. Le renforcement des contrôles sur les



pâques 74

ALBANIE

Séjour touristique

à DURRES

sur la côte Adriatique... 1350F
(excursions et visites)

YOUgoslavie

1 semaine à l'hôtel

à l'île de KRK 630F
(par avion)

EQUITATION

Haute - Provence 390F

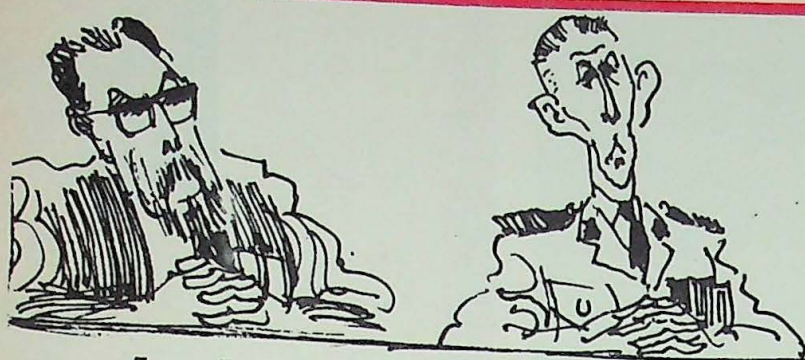
MAISON FAMILIALE

dans les Vosges

prix journée entre 23 et 31F
selon le quotient familial

VACANCES VOYAGES LOISIRS

LIBAIR



le procès d'un insoumis

• dedans...

RUE de Reuilly, 12 h 50. La porte s'ouvre. Nous sommes une vingtaine à attendre sur le trottoir depuis un moment. On nous laisse entrer : ceux qui viendront ensuite seront refoulés. Deux étages à monter, des gendarmes partout dans l'escalier, dans le couloir, dans la salle d'audience, le long des murs. Dix minutes d'attente sous le regard de la Marianne en plâtre, et puis ça commence, avec les rites plus désuets que jamais, mi-judiciaires, mi-militaristes.

Dans la salle, des jeunes à cheveux longs, quelques moins jeunes, les parents de Bruno, des marins venus probablement pour l'affaire suivante, des flics en civil. A gauche, le greffier, militaire. Le commissaire du gouvernement, militaire. En face de nous, le tribunal avec ses cinq membres : le président, conseiller à la Cour, la soixantaine, barbe, robe rouge, décorations ; un magistrat en robe noire ; un colonel ; un lieutenant ; un sergent. On n'entendra que le président, mais ils délibéreront à cinq, les deux civils et les trois militaires pour prononcer le verdict. A droite, les deux avocats, Alain Even et Jean-Jacques de Félice. Devant eux, entre deux gendarmes, Bruno. Devant nous, au premier rang, cinq ou six bidasses avec fusils qui, au bon moment, se lèvent, présentent les armes, se rassolent ; ce qui se passe les intéresse-t-il ?

vivre libre

Les gens et les choses font un cadre poussiéreux, avec les phrases rituelles du président : nom, prénom, âge, profession... « Etes-vous au service de l'accusé ? Est-il au vôtre ? » — « Levez la main droite et dites : je le jure ». « Vous êtes là pour témoigner sur les faits, la personnalité ou la moralité du prévenu ». « Il y a une loi ». « Les choses ici se déroulent dans un certain ordre ».

Le président a son monde bien rangé, celui des lois et des règles de procédure, des bons élèves et des bons travailleurs ; un monde sans passion apparente, où on peut parler à condition de ne pas crier trop fort, où l'on est habitué à écouter poliment des choses étranges, mais où il faut que la loi ait le dernier mot.

Mais dans ce cadre se joue la liberté d'un homme. Bruno, demain, sera-t-il libre d'aller et venir comme vous et moi, de parler, de rencontrer qui il voudra ? Ou bien restera-t-il bouclé à Fresnes ? Bien plus se jouent dans tout cela les questions posées par Bruno, par ses témoins — tous des insoumis comme lui — par bien d'autres jeunes. Ils disent que cette société, son argent, ses valeurs, son armée, ses principes, tout cela ne les intéresse pas. Ils veulent vivre libres, ils ne reconnaissent que leur conscience à eux pour leur dicter ce qu'ils doivent faire. Ils pensent que l'armée abêtit en embrigadant — mais pas seulement l'armée : l'usine, la famille, l'Eglise... Et ils le disent quoi qu'il leur en coûte...

Ce qui étonne le président, c'est qu'il a aujourd'hui en face de lui un garçon qui est presque de son monde : ses parents sont d'honnêtes bourgeois, sa famille est normale, ses frères ont fait leur service, il a fait des études, il les a réussies, il a travaillé, on a été content de lui, il a même été chef scout... et donneur de sang. Il a refusé l'expertise psychiatrique

Notre camarade Bruno Hérail a donc été condamné à neuf mois de prison pour son insoumission totale au service militaire et à l'armée du capital. Et il est probable que ses ennuis ne vont pas s'arrêter là... Nous revenons cette

prévue dans la procédure, parce qu'il ne voulait pas passer pour immature, perturbé ou asocial... et de fait, il a l'air de n'être rien de tout cela. Le président ne sait pas quoi penser.

Mais il y a des gens qui sont là pour l'éclairer. Le commissaire du gouvernement d'abord. Lui, au moins, a des idées claires : l'insoumission est un délit, l'accusé reconnaît le délit, les témoins le confirment, la loi prévoit un an de prison, sauf circonstances atténuantes. Mais des circonstances atténuantes, lui, il n'en voit vraiment pas, alors il requiert un an de prison et il se rassol.

Puis, voici les avocats. Ils veulent parler au tribunal un langage qu'il

semaine sur le procès lui-même, tel que l'ont vécu les témoins. Quelques - uns, pas beaucoup, à l'intérieur. Les plus nombreux au dehors, face à un déploiement policier à la mesure de l'inquiétude croissante du pouvoir.

puisse comprendre. Pas pour obtenir un peu d'indulgence pour un garçon pas si méchant, au fond. Mais pour essayer de faire entendre les questions que posent ces jeunes dans cette société qui bouge et où demain les questions seront encore plus violemment posées ; ils disent qu'il faut laisser les questions se poser et les jeunes vivre, et la vie vérifier leurs idées. Clairement, sobrement, ils disent encore beaucoup de choses que je n'ai pas toutes retenues.

14 h 15. Le tribunal a tout entendu. Bruno, une dernière fois, a résumé ses positions calmement, fermement. Le tribunal se retire pour délibérer. Par la fenêtre, on voit passer des flics avec casque, visière et fusil. Tout est-



Dessins de Cabu (« Charlie Hebdo »)

il réglé d'avance pour les deux juges civils et les trois militaires ? Ou bien se posent-ils des questions ? Sont-ils d'accord ou se disputent-ils ?

au nom du peuple

14 h 30. Le tribunal rentre. « Au nom du peuple français... 9 mois de prison ». Le président se rassol et de sa voix calme, il dit « Affaire suivante ». A-t-il la conscience tranquille ? Repensera-t-il à tout cela ce soir ? Bruno, lui, est à Fresnes jusqu'au mois d'août (il a déjà fait trois mois de prison préventive). Et en août l'armée le récupérera pour le rejuger...
XXX ■

• et dehors !

LES camarades de la 12^e section du PSU, membres du comité de soutien, racontent : le comité de soutien appelait, le mardi 5 février, à venir assister au procès de Bruno, caserne de Reuilly. Le jour dit, le rassemblement se fait place Eboué. On descend la rue de Reuilly, sur le trottoir, derrière une banderole « Libérez Bruno Hérail et tous les insoumis. »

Parvenus au carrefour Reuilly-Diderot, nous nous arrêtons, face à d'impressionnantes forces de police casquées, matraque en main.

Un commissaire en civil, écharpe tricolore, se dirige alors vers nous, et nous annonce que cette « manifestation » est

interdite, puisque non déclarée. Il nous donne l'ordre de reculer sur les trottoirs, et de faire disparaître notre banderole. Sinon, après les sommations, la police chargera.

Nous décidons alors de dégager la chaussée, et de laisser la banderole déployée sur le trottoir. Deux d'entre nous s'avancent pour demander, à titre individuel, à entrer au tribunal. On leur répond qu'« on ne peut plus passer, que la salle est pleine ! »

Le même commissaire s'avance à nouveau, et aussitôt les deux sommations lancées, c'est la charge : une cinquantaine d'entre nous — dont plusieurs membres du PSU 12^e — sont aussitôt embarqués dans les cars.

Dans la rue, c'est la chasse donnée à tous les jeunes qui s'y trouvent alors (il est environ 13 h 30). Passants et manifes-

tants sont pris à revers par les brigades d'intervention, qui les poursuivent jusque dans les immeubles — ceci à deux reprises au moins — et en rafient quelques-uns qui rejoignent les premiers embarqués à Beaulieu.

Devant cette chasse aux jeunes, systématique et acharnée, la population du quartier — y compris des mères de famille accompagnant leurs enfants à l'école — intervient auprès des policiers pour tenter de s'interposer (sauf bien sûr les quelques réactionnaires présents, trop heureux de claquonner leurs avis désabusés sur les jeunes...).

Incontestablement, ces interventions ont fait hésiter la police.

Pendant ce temps, Eliane Lenoir, du GIT, témoin au procès, est exclue (son témoignage est jugé « trop véhément ») et conduite elle aussi à Beaulieu.

La soixantaine d'interpellés dont les lycéens de Valéry qui se rendaient à leurs cours, et des promeneurs, ont tous été fichés comme membres du PSU 1 On en a — le plus illégalement du monde — photographié (ceux qui se laissaient faire). Pour les autres, on reprenait purement et simplement, dans un coin, la photographie de leurs papiers d'identité. Et tous ont fait l'objet de fouilles vexatoires : clés, stylos, etc., ont été retenus ; le tout n'a pu être récupéré qu'à la sortie, vers 18 h 30.

Cette manifestation — avortée — a rencontré un écho certain dans le quartier et les établissements scolaires avoisinants.

Elle a, en tout cas, contribué à montrer que la popularisation du cas de Bruno Hérail est nécessaire et possible, et elle a encouragé les jeunes et les militants à poursuivre et développer la lutte contre l'armée d'embrigadement du capital.

Quant à l'importance du dispositif policier exhibé à cette occasion (comme pour le procès de René Cruse), elle révèle que le pouvoir est très sensible à la remise en cause de l'armée et de son rôle dans le pays, mais aussi qu'il est obligé de dévoiler crûment sa véritable nature. C'est ce qu'ont compris un certain nombre d'habitants du 12^e arrondissement

Corresp. ■

Lyon : procès du Garm

DE plus en plus, Marcellin a les antimilitaristes dans son colimauteur. Sa tactique : asphyxier financièrement les opposants à la militarisation. Procès sur procès, amendes, dissuasion... On ne recule devant rien pour tenter de discréditer les groupes militants.

A Lyon, l'appartement d'une des militantes du GARM a été perquisitionné par la P.J., quelques jours avant le procès intenté à onze antimilitaristes. Motif de la perquisition : on cherche des explosifs. Parce qu'un certain Capelle, inconnu du GARM, mais recherché pour vol à Valence, avait révélé « des choses » à propos de l'attentat contre le Palais des congrès lors du voyage de Messmer ; et parce qu'un autre jeune, appréhendé avec le précédent, était lui, en correspondance avec le GARM.

Amalgame facile. Mais en fait, une baudruche crevée. Car tout le monde

sait à Lyon que le GARM n'a ni local, ni explosif, qu'il parle et agit au grand jour et ne laisse passer aucune occasion d'informer l'opinion. Ses récentes interventions, nullement découragées par les poursuites policières : louer et badigeonner une camionnette Avis (filiale d'ITT), perturber une conférence du général Beauvallet, distribuer des tracts aux portes d'un camp militaire, manifester place Bellecour pour dénoncer « l'ennemi intérieur : l'armée », à la veille de son quatrième procès pour provocation à la désertion et à l'insoumission... Il faut le faire.

A la sixième chambre correctionnelle de Lyon. Me de Félice et François Maspero (cité comme témoin) ont dénoncé notamment l'atteinte à la liberté de la presse que constitue l'inculpation de l'imprimeur professionnel du tract incriminé et dont le GARM, son client, revendique la responsabilité.

J. C. ■



● BRETAGNE :

la déclaration du 1^{er} mai

[La déclaration du F.L.B.-L.N.S. a été remise à toute la presse, qui s'est bien gardée de la publier.]

Pour notre part, sans approuver tous les termes de cette déclaration, il nous paraît nécessaire, de la faire connaître à tous nos lecteurs et militants, afin qu'ils puissent mieux apprécier tous les éléments du débat.]

Le bureau politique du F.L.B. constate que le développement rapide des luttes politiques, sociales, économiques, culturelles en Bretagne s'effectue dans une grande confusion notamment quant à la nature et aux objectifs de la lutte pour la libération nationale et le socialisme. Le B.P. précise donc :



— Le F.L.B. est une organisation socialiste, révolutionnaire bretonne de libération nationale. Cette définition a été adoptée en 1972.

— Le F.L.B. est une organisation anti-impérialiste et anticapitaliste.

— Le F.L.B. lutte pour détruire les appareils d'occupation et d'exploitation implantés en Bretagne par la bourgeoisie capitaliste avec la collaboration de l'oligarchie bourgeoise bretonne.

— Le F.L.B. lutte pour construire une république démocratique socialiste où le pouvoir politique, les moyens de production seront aux mains du peuple travailleur breton.

— La libération nationale passe par la voie de la lutte populaire de masse, par la lutte du peuple en armes, par la révolution populaire.

L'impérialisme impose au peuple breton comme à tous les peuples colonisés l'engagement dans une longue, dure et difficile lutte de libération nationale.

— La phase actuelle est celle d'une révolution nationale, démocratique radicale. Le F.L.B. a pour objectif politique à moyen terme, la construction d'un bloc national sous la direction du peuple travailleur breton et dont ne serait exclue que l'oligarchie bourgeoise bretonne.

— La lutte de libération nationale implique une lutte de classes. Il s'agit de la lutte des différentes classes bretonnes exploitées à des degrés divers et opprimées culturellement, contre la bourgeoisie capitaliste et monopoliste française et l'oligarchie bretonne.

La voie du socialisme en Bretagne se construit dans les luttes sociales des paysans-travailleurs, des ouvriers, de la jeunesse bretonne et le F.L.B. considère comme essentielle la participation active à ces luttes : afin de les orienter et de les faire converger vers le débouché politique de la lutte de libération nationale et pour le socialisme ; afin d'organiser l'auto-défense du peuple travailleur breton.

Notre socialisme doit répondre aux intérêts culturels, politiques, économiques et sociaux du peuple travailleur breton.

— Le F.L.B. est une organisation structurée en quatre fronts principaux de lutte : Front politique avec cellules et réseaux de soutien ; Front culturel ; Front social avec comités ouvriers et comités paysans ; Front militaire. Ces fronts sont coordonnés par le Bureau politique sous le contrôle du Conseil national.

— Le F.L.B. est solidaire de la lutte du peuple basque et son avant-garde, l'E.T.A. auquel il lie une fraternité militante ; de la lutte du peuple irlandais, des luttes des peuples du Tiers Monde, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, du Vietnam au Brésil en passant par la Palestine.

Le F.L.B. est également solidaire des luttes du peuple français contre le pou-

voir réactionnaire et capitaliste de l'oligarchie française. Il appelle les groupes révolutionnaires et les forces démocratiques en France à observer le principe du droit des nations à l'auto-détermination.

Dans un souci de clarification politique, pour tenir compte de l'approfondissement des luttes en Bretagne et pour éviter toute confusion même formelle (provoquée par l'existence d'un sigle commun F.L.B.-A.R.B.) avec les groupes nationalistes de tendance fascistoïde, paravent et force d'appoint de la droite réactionnaire bretonne :

Le F.L.B., à dater du 1^{er} Mai, fête des travailleurs et des peuples en lutte, décide de prendre l'appellation de Front de Libération de la Bretagne / Pour la Libération Nationale et le Socialisme et le sigle F.L.B.-L.N.S.

Les groupes du F.L.B.-L.N.S. prennent l'appellation d'Armée de Libération de la Bretagne, soit le sigle A.L.B.

Le F.L.B.-L.N.S. appelle la jeunesse bretonne, les travailleurs des villes et des campagnes à rejoindre ses rangs, à constituer partout des cellules, des comités, des groupes d'action et à s'engager dans les grandes luttes de masse que livre notre peuple et à multiplier les actions d'intervention et de rupture.

Vive la lutte révolutionnaire du peuple travailleur breton

Vive la lutte pour la libération nationale et pour le socialisme. ■

MINORITÉS

le d à différ

La situation créée par le nombre d'organisations, compose au P.S.U. deux séries d'interventions à plusieurs ni-

La répression instaurée à son habitude à masquer les faits dans une série de points de longues années, le P.S. questions soulevées par le tranchait avec celle que la nait et maintient. Laurent S se contente pas seulement « aventuristes » à ses yeux criminés, il qualifie en même les aspirations des peuples te, dont certains éléments p en croit leurs déclarations taines de ces aspirations p mais se garde bien d'aborder

Il est vrai que sur le plan de la lutte contre la répression, il faut tout faire pour que la campagne soit la plus large et la plus active possible.

En aucun cas, les mesures prises ne pourraient être excusées, sous prétexte de désaccords avec les organisations, même si comme dans le cas du F.L.B.-A.R.B., nous estimons nous trouver en face d'une organisation que nous devons combattre très nettement sur le plan politique.

LES COMO

Un étudiant des Comores nous envoie des nouvelles peu réjouissantes de son pays. Cette « colonie oubliée » diffère de l'ensemble des DOM-TOM par un fort courant en faveur de l'indépendance, d'ailleurs théoriquement acquise depuis les élections de l'année dernière. Mais il reste à l'inscrire dans les faits...

Pour une manif de lycéens, le gouvernement français n'a pas hésité à envoyer aux Comores plus de huit cents légionnaires et parachutistes français habituellement stationnés à Djibouti et à la Réunion pour y mettre de l'ordre et contrôler la situation.

Le 28 décembre dernier, les élèves du lycée de Moroni, la capitale, en grève depuis le 13 novembre pour protester contre l'enseignement colonial qu'ils reçoivent, la sélection dont ils sont l'objet, la carence de profs, et réclamer une amé-

lioration de leurs conditions matérielles, manifestaient en masse dans les rues de la capitale.

150 bacheliers...

De violents affrontements ont eu lieu entre la légion française et la gendarmerie d'une part et les manifestants d'autre part. Plus d'une cinquantaine de manifestants ont été blessés, un grand nombre d'entre eux incarcérés et le couvre-feu décrété. Face à la violence du pouvoir colonial, la transformation du seul lycée des Comores en camp militaire, la réaction ne s'est pas fait attendre. La Chambre des députés a connu un début d'incendie, les bâtiments administratifs occupés pendant plus d'une heure, le commissariat de police mis à sac et un grand nombre de voitures administratives incendiées. Le refus du gouvernement comorien de satisfaire les justes revendications des lycéens dans l'immédiat, notamment en ce qui concerne les enseignants et la non-sélection au bac — alors que des professeurs comoriens chôment

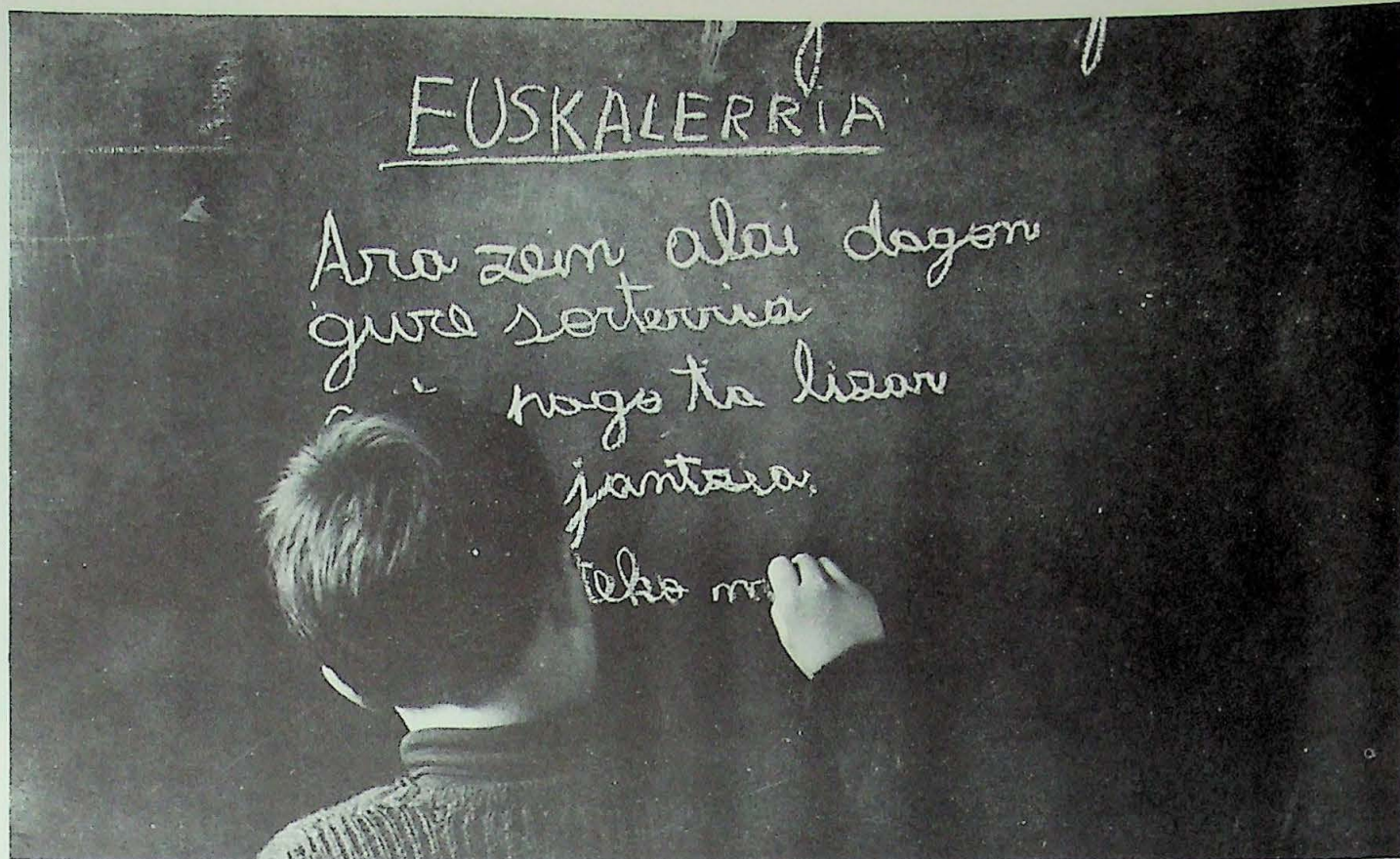
droit la ence !

la dissolution d'un certain
es, basques et bretonnes,
e questions et appelle des
eaux.

par le pouvoir tend comme
s problèmes réellement po-
u territoire français. Depuis
l. a eu une approche des
minorités nationales, qui
uche traditionnelle mainte-
ni dans « L'Humanité » ne
de condamner les actions
e certains mouvements in-
temps de « grotesques »,
n cause. Le parti socialis-
aissaient plus aptes (si l'on
ssées) à comprendre cer-
teste contre la répression,
le fond du problème.

Cette répression a en effet un sens
particulier dans la période présente.
Sur le plan international, comme sur
le plan français.

Les Basques comme les Catalans,
qui subissent la répression franquiste,
trouvaient un refuge bien national et
une solidarité spontanée dans les par-
ties du Pays Basque et de la Cata-
logne situées en territoire français.
C'est cette solidarité que les services
de Marcellin, après l'établissement
d'une collaboration très étroite avec



leurs homologues espagnols, ont vou-
lu casser. La dissolution d'Enbata
tend à instaurer une surveillance poli-
cière très étendue sur tout l'Euzkadi
Nord, mais pas seulement là. De fait
tous les réfugiés politiques de la pénin-
sule ibérique vont faire l'objet d'une
surveillance accrue. La manière dont
l'O.F.P.R.A. (Office français des réfu-
giés et apatrides) qui dépend du mi-
nistère des Affaires étrangères, et est
seul habilité à accorder le refuge po-
litique, se voit enlever l'essentiel de
ses prérogatives par le ministère de
l'Intérieur, est significative. La loi est
détournée quand elle n'est pas vio-
lée.

Allons-nous laisser cette collabora-
tion avec l'Espagne franquiste, se dé-
velopper et s'institutionnaliser ? La ré-
ponse est claire. Encore faut-il qu'elle
se manifeste dans l'action et sans
arrière-pensée.

tous freins bloqués

Mais un autre aspect de cette ré-
pression concerne le phénomène re-
naissant des minorités nationales.

Ici et là on a souligné que les mou-
vements dissous avaient un impact
électoral quasi nul, et que leur au-
dience était très limitée. Il n'empêche
que le fait breton est une des compo-
santes évidentes du conflit du Joint
Français, comme le Larzac ne peut
être séparé de son contexte occitan,
ou la lutte pour l'installation de l'uni-
versité à Corte, de l'environnement
corse.

D'aucuns répondent qu'il s'agit là
des disparités régionales, liées au pro-
cessus même du développement du
capitalisme. Il n'est guère douteux que
la naissance d'une conscience natio-
nale trouve base et appui dans ces
disparités, mais cela ne résout pas
pour autant les problèmes spéci-
fiques posés par des peuples qui en-
tendent faire reconnaître leur identi-
té. Mieux : au travers des luttes qui
se dessinent (et cette évolution est
commune à tous les mouvements
concernés) les peuples découvrent que
la lutte pour obtenir la reconnais-
sance de leurs droits, passe par un af-
frontement clair avec leurs propres no-
tables : leur bourgeoisie.

Celle-ci a pu paraître pendant long-
temps protectrice d'une certaine cul-
ture : le folklore était reposant et pit-
toresque. La langue pratique pour par-
ler aux domestiques, ou présider les
associations parisiennes des origina-
res de ces pays.

Aujourd'hui tout cela bascule et le
gouvernement a parfaitement compris
que ce sont les notables qui lui étaient
si utiles, qui sont remis en question.

Du coup il réprime. Du coup il fre-
ne jusqu'aux moindres velléités d'in-
dépendance, et dans sa peur, va jus-
qu'à mettre en cause la propre réfor-
miste régionale qu'il avait mise en pla-
ce.

Unité nationale et union sacrée se
rejoignent dans la même orientation
réactionnaire, celle-là même qui ins-
pire dans tous les domaines l'action
du pouvoir.

Christian GUERCHE ■

● Enbata arrête sa parution

Pendant quelques jours les dirigeants
d'Enbata ont hésité. Bien que n'étant
jamais sortis de la légalité, leur asso-
ciation était dissoute. Qu'en serait-il du
journal ?

Rien ne s'opposait à sa parution
Mais le système des procès, dont Mar-
cellin s'est fait une spécialité, avec lour-
des amendes à la clef, allait sans doute
marcher à plein.

L'action devra donc continuer, mais
sous d'autres formes. ■

● Stromboni libéré

Quinze jours après avoir procédé à
la dissolution de quatre mouvements
autonomistes, le gouvernement vient
d'être mis en échec une première fois.
Joseph Stromboni, président de la Je-
une Chambre Economique de Bastia
accusé d'être l'un des responsables
du F.P.L.C., et comme tel promoteur
des plasticages qui ont eu lieu en Cor-
se, est libéré par le juge d'instruction
auprès de la Cour de Sécurité de l'Etat
et bien que restant sous surveillance
judiciaire, est retourné dans l'île, où il
il a été chaleureusement accueilli.

Le mouvement de solidarité qui pre-
nait une ampleur inusitée en Corse
n'est certes pas étranger à cette libé-
ration. Mais elle révèle aussi, à quel-
point les décisions de Marcellin sont
arbitraires et combien le dossier était
vide. ■

RES, COLONIE OUBLIEE

et que les Comores ne comptent pas plus
de cent cinquante bacheliers depuis cent
cinquante ans de colonisation française —
ne pouvait que rendre populaire la lutte
des lycéens malgré la propagande savam-
ment menée par le gouvernement des
Comores et la station locale de l'O.R.T.F.
pour détourner les masses contre les gré-
vistes.

0,60 F de l'heure !

Mais, devant le soutien actif que les
parents d'élèves et les organisations pro-
gressistes accordent à cette lutte, devant
le mécontentement général des masses,
la France colonialiste, pour maintenir un
gouvernement indésirable ne pouvait que
recourir à la force pour mettre de l'« or-
dre » et procéder à de nombreuses arres-
tations dont celles de jeunes cadres, mili-
tants du Parti socialiste des Comores
(P.A.S.O.CO.).

On comprend mieux pourquoi le gouver-
nement s'est empressé d'intervenir par la
force quand on sait que ses valets locaux

sont incapables de se faire entendre, même
par les militants des partis réactionnaires.

Depuis le mois de septembre dernier,
les Comores sont devenues un théâtre
de luttes sociales d'une ampleur sans pré-
cédent.

La crise mondiale du capitalisme est
ressentie aux Comores de la façon la
plus aiguë. Les structures d'une économie
coloniale sont loin de pouvoir amortir les
effets de cette crise. Les masses comor-
iennes, longtemps dans la misère, con-
naissent aujourd'hui une pénurie très grave
des denrées alimentaires de première né-
cessité, une inflation galopante, des licen-
ciements en chaîne pour les quelques Co-
moriens qui ont eu la chance de se faire
employer dans un chantier ou dans une
plantation coloniale. Cette situation est
d'autant plus révoltante quand on sait
qu'aux Comores, d'après les statistiques
officielles, le coût de la vie est cinq fois
plus élevé qu'en France et que l'ouvrier
comorien touche en moyenne 0,60 F de
l'heure.

La signature le mois de juin dernier,
à Paris, des accords pour l'accès à l'in-

dépendance dans un délai de cinq ans
est ressentie par les masses comorien-
nes comme une trahison nationale. Au sein
même de l'Union Vert et Blanc, les deux
groupes politiques au « pouvoir », des
luttes intestines existent entre partisans
d'une « indépendance » immédiate et d'une
« indépendance » à court terme.

En 68, de semblables manifestations de
lycéens sont allées jusqu'à provoquer la
démission du Conseil de gouvernement.

Mais si à l'époque l'opposition n'était pas
en mesure de ramasser le « pouvoir »,
ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le
P.A.S.O.CO., du fait de sa bonne organisa-
tion, de l'appui qu'il reçoit des masses,
de la justesse de ses vues et de la compé-
tence de ses cadres, s'avère le seul à
être capable de prendre le pouvoir. Ce
que le gouvernement de Pompidou et de
Messmer verrait mal, vu les positions
anticolonialistes et anti-impérialistes du
P.A.S.O.CO. ■

**le pied : s'abonner
au plaisir de T.S.**

le saigneur de Pederne

Quelques lignes dans TS 604 pour une grève qui entre dans son troisième mois, c'est peu. En décembre, TS avait 12 pages et arrêta sa parution pendant 15 jours. Et toutes nos informations n'arrivent pas à tenir dans 16 pages. Alors, il nous paraît indispensable de revenir sur la grève des travailleurs des établissements Doux à Pederne, démarrée le 4 décembre 1973.

LES abattoirs Doux : 35 000 poulets éviscérés, désossés et congelés par jour. Une petite entreprise familiale créée en 1933 à Nantes, qui a bien prospéré (1^{re} place en France pour le poulet surgelé, abattage de poules ; marché de l'exportation : 80 % de la production vont en Allemagne de l'Ouest, l'URSS, la Suisse, le Moyen-Orient, l'Espagne) ; 4 usines : Port Launay (29), Plouray (56), Pederne (22), Chantonay (85).

Les travailleurs de Pederne s'élèvent contre les esclavagistes locaux, ces « patrons qui se com-

portent en seigneurs du Moyen Age » et qui font bien leur beurre (le chiffre d'affaires de Doux a triplé en 5 ans, les 100 millions sont proches). Les ouvriers, eux, doivent se contenter d'un salaire mensuel de 960 F dans des conditions de travail déplorables. C'est bien assez bon pour les Bretons « qui sont des cons », comme le pense M. Doux. S'ils sont pas contents, les Bretons, on les virera et on les remplacera par des harkis.

Pas si cons que ça, ces Bretons. Voyez ces quelques textes d'affiches :

« Le saigneur Doux : pour lui, l'ouvrier n'est qu'un outil de travail qu'il achète au prix le plus bas, qu'il exploite à outrance, dont il se débarrasse quand il veut. »

« L'ouvrier lutte pour sa dignité, réclame le droit au travail et non la faveur du patron auquel il n'a pas à dire merci. Détruisons le mythe du Doux bienfaiteur. »

Dans la foulée, les ouvrières de l'abattoir Doux de Plouray, en Morbihan (avec un M, comme Marcellin), où les conditions de travail sont identiques à celles de Pederne — ont décidé de mener la lutte. Dans ces deux combats,



Plumer, sans être plume

l'action et la solidarité ont été menées par la CFDT et nos camarades du PSU. Une liaison a été établie avec les travailleurs du « Joint Français » qui n'ont pas oublié la solidarité de tous pendant leur grande grève de 1968.

Les mesures prises contre les minorités nationales vont encore aviver le sens du combat des Bretons. Et les luttes sont nombreuses. Dans « Combat Socialiste », l'hebdo édité par nos camarades des Côtes-du-Nord, on relève : la grève des marins pêcheurs, des licenciements abusifs à la direction de l'équipement du

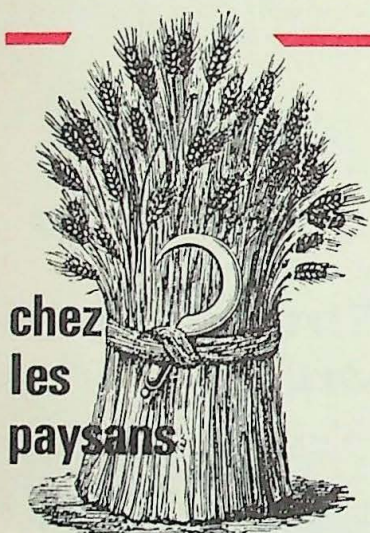
département, suppression du 13^e mois au « Joint Français », exploitation des ardoisiers de Sainte-Tréphine, etc.

Fric et chapeaux ronds pour les patrons. La ceinture pour les travailleurs.

Et dans les luttes, un Lip peut en cacher un autre !

Dernière heure, les grévistes ont bloqué un train en gare de Guingamp et le 8 février a eu lieu l'opération « abattage de poulets » avec les paysans-travailleurs.

Corresp. ■



chez les paysans

● VIENT DE PARAÎTRE : le nouveau livre édité par le PCF « Quelle agriculture pour la France ? ». Les auteurs reprennent l'analyse de la crise agricole, accélérée par le capitalisme monopoliste d'Etat. Par rapport à l'ouvrage précédent de L. Perceval, un changement de taille : l'accent n'est plus mis sur « la nécessité technique d'une nouvelle dimension des exploitations agricoles », mais sur la décroissance du nombre d'exploitations employant des salariés et sur le pillage du travail agricole par les monopoles.

La deuxième partie fait état de la nécessité d'une alliance entre la classe ouvrière et non seulement la petite paysannerie, mais aussi et presque d'abord la paysannerie moyenne. Nous souhaitons que de nombreux militants lisent ce livre et nous fassent part de leurs réflexions. (En vente à la librairie de TS : 12 F.)

● ALPES MARITIMES : déjà en butte aux spéculations immobilières et autres expropriations capitalistes du sol, voilà maintenant les producteurs maraîchers et horticoles obligés de faire face à la hausse du fuel. De plus en plus nombreux, les serristes arrêtent le chauffage de leurs cultures, car leur prix de revient rend la production invendable face aux importations. Tout cela ne manquera pas de provoquer une surproduction au printemps quand il n'y aura plus besoin de chauffage. Mais pour l'instant, les travailleurs se trouvent au chômage, devront-ils se reconvertir en farbins pour les touristes fortunés qui auront toujours de quoi manger et rouler ?

● COFREDA : le conseil d'administration a décidé la liquidation de la compagnie, qui avait cessé d'être utile au gouvernement. Les agents non cadres (secrétariat) semblent facilement trouver du travail. Par contre, pour les ingénieurs et cadres, des postes de reclasse-

ment sont proposés, mais dans des conditions pas toujours avantageuses : certains employeurs potentiels, par exemple le FORMA, demandent des périodes d'essai fort longues. Nombre d'agents de province n'ont pas encore reçu de propositions. Aussi, la vigilance reste nécessaire de la part de tous les salariés des organisations agricoles.

● PREVAL : la direction de Préval-Perrier va vite en besogne. A Marcillé-Raoul, une usine Préval avait un atelier de fabrication de produits frais, sous-traitant pour Vitho, autre filiale de Perrier jusqu'en septembre 73. Mais depuis que ce trust préfère lâcher ses activités laitières, au profit d'autres plus rémunératrices sans doute, Unilever lui a racheté Vitho, donc plus de travail pour l'atelier de Marcillé-Raoul et 48 salariés ont été licenciés le 15 décembre, mesure qui devait devenir effective le 15 février, le mois du 15 janvier au 15 février étant payé au titre de préavis. Mais, soutenus par la CFDT, ces travailleurs refusent de perdre leur emploi, licenciements qui sont sans doute les premiers d'une longue série dans cette société. La CFDT a proposé un projet d'accord à la direction. Elle demande l'annulation de tout licenciement pour 1974, la réduction des horaires de travail et l'application de la loi sur la formation professionnelle permanente.

Réponse de la direction : certains hommes peuvent être mutés dans d'autres ateliers, mais pour les femmes, rien à faire.

Un comité de soutien s'est créé, où se retrouvent le MRJC, le MODEF, le CDJA et les paysans-travailleurs. La FDSEA n'en est qu'à examiner la possibilité d'y adhérer, mais assure de son soutien les licenciés en envoyant une délégation officielle à leurs assemblées générales. Cependant, tant à l'intérieur de l'usine qu'à l'extérieur, le soutien n'est pas enthousiaste pour l'atelier des « pâtes molles ». A propos de « pâtes molles », Cointat, ancien ministre, député maire de Fougères, assure les travailleurs qu'il suit « avec beaucoup d'attention le dossier de la laiterie de Marcillé... ». Quant au maire de la commune, c'est l'indifférence même, il rêve à l'usine de fromages entièrement automatisée que projette Préval, où il n'y aura presque pas d'employés. On le voit, la partie est difficile pour les travailleurs de Préval, mais c'est l'occasion pour les paysans d'affirmer leur solidarité par tous moyens avec eux face à la restructuration capitaliste de l'industrie laitière dont tout le monde est victime.

H. C. ■

● Rateau : une direction butée

Depuis le début du mois, l'usine Rateau, à La Courneuve, est occupée par les travailleurs. Aux demandes de négociation des syndicats, la direction du trust CGE - Alsthom n'a répondu, jusqu'à ce jour, que par des poursuites judiciaires à l'encontre de 41 militants syndicaux.

La société Rateau, à la Courneuve, créée en 1904, est spécialisée dans la production industrielle : turbines à vapeur, pompes centrifuges, compresseurs, robinetterie industrielle. C'est l'un des plus importants constructeurs de turbines à vapeur, d'une qualité reconnue.

Le marché alimenté par ces matériels comprend les centrales thermiques et hydrauliques, les sucreries, papeteries, complexes pétrochimiques, raffineries, installations souterraines et mines, navires de commerce et de guerre, travaux d'irrigation, énergie nucléaire.

Depuis 1971, le puissant trust CGE contrôle Rateau. Son PDG est Ambroise Roux, vice-président du Patronat français. Un nouveau PDG est nommé à la tête de Rateau qui va appliquer les techniques et méthodes propres à la CGE. Entre le gros trust CGE et l'entreprise Rateau, le rapport des chiffres amène à accentuer le déficit existant, la rupture dans l'équilibre commercial et la production (commandes et certains travaux stoppés). L'épuration des stocks s'ajoute au bilan négatif de Rateau.

En 1973, nouveau plan de réorganisation : les belles promesses d'avenir (intégration dans l'industrie nucléaire, nécessité de faire partie d'un ensemble cohérent, de haute technicité) sont oubliées. Les plans passent, le démantèlement fait du chemin.



Pour se justifier, la Direction évoque les contraintes de l'environnement, le coût élevé de la patente en Seine-Saint-Denis, l'absentéisme élevé : 11 % (à ce propos, les travailleurs soulignent que le manque de perspectives, les menaces pour l'emploi sont autant de mesures dépressives pour leur santé — Chombart de Lauwe le signalait dans un intéressant article paru dans « Le Monde » du 9 septembre 1973).

La Direction mise aussi sur la crise de l'énergie pour réduire la production et les emplois. Tout cela ajoute au mécontentement croissant des travailleurs et la patience fait place à la colère. Le 15 janvier, la direction licencie 289 ouvriers et 45 employés. Les « chers collaborateurs » (comme les appelle la Direction) ne sont plus rentables.

Et c'est l'occupation de l'usine le 31 janvier.

Rateau, ce n'est bien sûr pas un nouveau Lip (car on ne peut pas vendre des turbines comme des montres), mais les Lip se sont battus, non seulement pour eux, mais pour tous les travailleurs. Et les enseignements de la lutte des Lip doivent servir la lutte des autres. Les travailleurs de chez Rateau exigent : la mise en valeur de leur outil de travail. Le respect des hommes, le refus de voir fermer l'atelier ouest à la fin du premier trimestre, la fonderie de précision à la fin du second trimestre, la chaudronnerie au troisième trimestre.

Il y a une dure et longue bataille à mener chez Rateau comme dans toutes les entreprises rachetées par de gros groupes financiers dont le but final est souvent de liquider leurs nouvelles acquisitions.

« Nous dénonçons, dit la CGT, la manœuvre qui consiste pour Alsthom d'acheter un concurrent, de le détruire petit à petit par une politique commerciale délibérément incohérente et par une politique de production volontairement anarchique, afin de le supprimer en s'accaparant de son portefeuille technique très riche et de son portefeuille commercial au renom international. »

A propos d'un « plan de sauvegarde » demandé par la Direction, la CFDT dit : « en fait de sauvegarde, le personnel et les organisations syndicales pensent qu'il s'agit plutôt d'un démantèlement progressif, et à la limite, de la liquidation de l'entreprise. »

Après dix jours de grève avec occupation, aucune négociation n'est encore ouverte. La bataille continue.

Corresp. ■

des abonnés
nouveaux
par milliers !

c'est la faute à Cousseau...

Début novembre, après signature de l'accord du 30 octobre, les 95 ouvrières grévistes regagnaient l'usine CSV à Cerizay. Tout devait rentrer dans l'ordre, les passions s'apaiser, les « trublions » de la CFDT mettre une sourdine. Un mois après, ça repartait. Le détonateur : Cousseau lui-même qui licenciat 27 « Pil ». Illégaux ces licenciements, avait jugé le Tribunal de Bressuire. M'en fout, c'est moi le patron, rétorquait Cousseau. Rompez ! braillait l'adjudant-chef du personnel, Arzel !

LES 27 ouvrières licenciées abusivement s'inscrivent donc au chômage. Faut vivre par ces temps de crise où la vie ne cesse d'augmenter. Avec l'aide publique, l'Assedic et la solidarité ouvrière, on devait arriver à leur procurer un salaire décent (1.000 F par mois).

Mais ceux qui nous gouvernent n'aiment vraiment pas que la classe ouvrière se défende : l'aide publique (10 F par jour) a été supprimée par le directeur du travail et de la main-d'œuvre — fraîchement décoré de la Légion d'honneur — approuvée par le comité d'entreprise aux ordres de Cousseau (11 janvier).

Le même jour, un « plombier » des R.G. voulant « s'informer », se pointait à la C.F.D.T. de Niort pour se procurer le livre sur la lutte des Pil (en préparation, il n'est pas encore en vente, il y a encore beaucoup de choses à écrire et pour cause !).

Le 11 toujours, à une réunion d'information de la C.F.D.T., les principales autorités (municipales, religieuses, patronales, administratives) refusaient de venir...

assez rigolé !

Ça suffit, assez rigolé avec ces drôlesses ! On a même fait appel à un curé de choc en renfort pour neutraliser les trois curés de Cerizay ; et les hommes de main de Cousseau se retrouvent chaque dimanche à la grand-messe au premier rang de l'assistance. Comme ça, le curé ne pourra pas parler de la lutte des classes !

Cousseau s'agite et fait savoir par la presse qu'il va racheter une usine à Clazay (10 km de Cerizay) où 25 ouvrières sont en chômage. Tiens donc, il voulait quitter la région... « Il va vraiment être pris pour un con », dit-on à Cerizay !

Ces faits, arrivés en 48 heures, ont surpris le conseiller du ministre du Travail à Paris, rencontré par la C.F.D.T. le 14 janvier. Étonnant ! On croit rêver ! Enfin un homme honnête et de bonne foi. A sa place, on se tiendrait sur nos gardes ! Ce brave homme a

même estimé nécessaire de faire intervenir dans l'affaire de la suppression de l'aide publique de chômage la Chambre patronale qui s'est réunie le 25 janvier. Celle-ci a délibéré de l'affaire mais c'est le préfet qui décidera en dernier ressort. Fera-t-il de la peine à Cousseau ? A Paris, Ceyrac avait dit que les mauvais patrons seraient renvoyés impitoyablement, mais en province, ils semblent tout-puissants.

Que pensent de tout cela les ouvrières licenciées ? Que pensent-elles de ce délirant jugement du tribunal de Bressuire rendu par le juge Garand (qui va se tailler une sacrée réputation dans la région) le 10 janvier sur la « résolution judiciaire du contrat de travail » de Thérèse Albert. « Oh ! là ! là ! quel charabia », disent-elles.

C'est vrai, les traditions ont la vie dure, en France. Les juges des prud'hommes s'expriment encore dans ce jargon ridicule dont Racine se moquait déjà dans « Les Plaideurs » ! Que viennent faire Léon XIII, l'eau lourde, la trêve de Dieu et les guerres féodales, Paul Bourget et Renouvier (obscur philosophe du 19^e siècle), dans la lutte des ouvrières d'une petite entreprise textile de Vendée ? Le jugement commence par un long et extravagant prologue sur l'origine du droit de grève, dans un pur esprit jésuite : « Aussi bien si le pape Léon XIII, auteur de célèbres encycliques dont « rerum novarum » et promoteur du « ralliement » à la forme républicaine... avait adopté cette double prise de fonction, c'était pour assurer la pérennité de l'esprit de l'Eglise, qui sans être « du monde » ne peut « se désintéresser du monde dont elle veut être le ferment », reconnaît (sans pour autant les soutenir ou en approuver le principe) toutes les formes de gouvernement...

C'est ensuite toutes les accusations contre « Dame Albert » présentée comme une sorte de diablesse du bocage vendéen : les revendications qu'elle soutenait (13^e mois) « en soi légitimes » étaient en fait « une faute lourde, le déséquilibre financier



Thérèse Albert : assez rigolé !

risquant d'entraîner l'entreprise à la faillite pour le plus grand dam et de la direction et des collaborateurs salariés qui risquaient d'être privés du soir au lendemain de tout emploi et rémunération ».

La décision de l'inspecteur du travail de réintégrer « Dame Albert » semble aussi néfaste aux juges que si l'on avait libéré un individu dangereux : « les conséquences de cette décision ne se sont pas fait attendre et ont créé une véritable perturbation tant au sein de l'entreprise que de la région tout entière secouée d'une agitation inusitée et d'une ampleur imprévisible ».

On accable la malheureuse déléguée syndicale sous le poids de ses responsabilités. On lui reproche d'avoir suivi la base « qui ne jouit pas d'élément d'information suffisants, seul apanage, qu'on le veuille ou non, des « élites » au sens étymologique et large du terme ».

Mais, de la responsabilité patronale, il n'en est pas question sauf pour affirmer que c'est à « bon droit » que Cousseau avait cru « devoir mettre à pied sans délai Dame Albert responsable à ses yeux du danger que sa seule présence et ses agissements outranciers représentaient pour l'entreprise et pour la bonne marche de celle-ci ». Absolution donc pour ce patron buté, borné et exploiteur dont la rapacité est la première cause de la révolte de jeunes femmes qui, toutes, avaient été pendant des années (de 3 à 14 ans d'ancienneté) des ouvrières dociles et bien notées.

coupable

Quant à la décision finale, elle est aussi cafarde que le reste. Cette « Dame Albert » qui s'est rendue coupable d'une faute plus que grave, lourde, engageant sa responsabilité tant de déléguée du personnel que de déléguée syndicale, on n'ose pas la condamner trop lourdement « compte tenu du climat social qu'il serait inopportun d'aggraver ». Donc, pas de dommages-intérêts et les frais et dépens répartis par moitié entre

Dame Albert et l'entreprise. Cette moitié sera beaucoup plus lourde pour Thérèse que pour l'entreprise !

Tout ceci montre à quel point notre justice est avant tout une justice de classe. C'est ce que commencent à comprendre les ouvrières licenciées qui occupent leurs loisirs forcés à faire du tricot ou de la couture, mais aussi à se documenter. Elles se réunissent tous les deux jours, participent à des meetings : elles sont venues aux 6 Heures pour l'auto-gestion à la Mutualité : « On était contentes », nous disaient Anne-Marie et Francine, « on a rencontré des gens, on a parlé avec eux de nos problèmes, de ceux des Lip... on a appris beaucoup de choses dans l'intervention de Michel Rocard ».

Que pensent-elles des décisions de la Direction du travail ? Surprises... « On se rend compte, une fois de plus, de la puissance de l'argent et du système capitaliste, de ceux qui ont le pouvoir ». Produire, pour quoi ? Pour qui ? Oui, elles se posent ces questions ces femmes de 16, 17 ou 20 ans...

Difficile d'y voir encore bien clair, mais, disent-elles, on a envie d'aller plus loin, d'apprendre, de réfléchir. Lors de la réunion tenue par Robert Chapuis le 4 janvier à Cerizay, il fut aussi question du Chili... « Le Chili, on n'en avait jamais entendu parler, et puis on avait nos problèmes ».

Arzel, l'ancien militaire ; les commandos qui tabassent les copains de chez Heuliez — une usine de carrosserie — ; la répression ; ces petits signes ne passent pas inaperçus ! Comment cela s'appelle-t-il donc ? Le fascisme ordinaire ?

Françoise Claire ■

● Un intéressant dossier-vérité sur le travail des 95 ouvrières a été édité par l'U.D.-C.F.D.T. des Deux-Sèvres. On peut se le procurer en écrivant 1, rue du Mûrier, 79000 Niort. On peut aussi apporter sa contribution financière pour aider les 27 licenciées et pour faire face aux frais de procédure (jugement en appel, etc.), il y a une ardoise à payer, la bagatelle d'un million d'A.F. CCP 54835 D Limoges. N'oublions pas le disque et le livre.

correspondances

● ROUSSEL-UCLAF - premier groupe pharmaceutique français, en passe d'être bradé à un groupe allemand. Inquiétude chez le personnel qui sent venir le cycle classique : absorption - restructuration licenciements. On en reparle la semaine prochaine.

● TROYES - un nouveau scandale de l'immigration. Des travailleurs de l'île Maurice victimes de nouveaux négriers, les SILVERIO (entreprise de travaux publics). Une sordide affaire de fausses promesses de contrats de travail et de quasi-séquestration qui commence à faire pas mal de bruit. Soutien local de la CFDT. Interventions communes partis de gauche et syndicats. Création d'un comité de soutien et intervention du Comité de Défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés. A suivre.

● LAVAL - « Grève pour la dignité » titre le quotidien régional à propos de la grève des travailleurs turcs et pakistanais de cette autre entreprise de négriers qu'est Desquenne et Giral (TS. 606). Ce qui prouve que les journalistes locaux ont bien pigé la situation. Le conflit touche à sa fin et semble devoir se terminer par une victoire de ces travailleurs immigrés, bien scutenus sur le plan local, notamment par les militants du PSU. Une analyse plus complète dans le prochain numéro.

● COSNE-SUR-LOIRE - la grève d'une trentaine de travailleurs de l'entreprise ACM, commencée le

9 janvier, se poursuit. L'enjeu est d'empêcher le licenciement collectif de onze militants de la CFDT dont le patron de choc UDR Cendredent se débarrasse (TS 605). Comité de soutien actif animé par le PSU. Collectes, manifs, liaison établie avec les paysans-travailleurs du coin. On vous rappelle le contact : UD-CFDT. Maison du Travail. Bd Pierre-de-Coubertin - 58000 Nevers.



● MEAUX - les élèves du lycée technique de Meaux n'ont pas envie de connaître le sort de ceux du CES Pailleron. Ils s'inquiètent, à juste titre, du sérieux de la construction des classes préfabriquées où on prétend les faire travailler. Il y a quelques jours, le toit de ces bâtiments scolaires a été littéralement balayé par le vent (v. photo). Les lycéens, organisés en comité de lutte nous écrivent : « Comprenez que nous soyons inquiets pour notre avenir. Nous vous prions de soutenir notre mouvement ». Bien volontiers. ■

● Martinique : une vague de grèves

Une chape de silence pèse sur la situation dans les départements français d'Outre-Mer, qui vivent toujours à l'heure du colonialisme français. Les travailleurs de la Martinique sont pourtant engagés, depuis le début de l'année, dans une dure bataille pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

LES ouvriers de la construction sont en grève depuis trois semaines après une campagne de grèves partielles, commencée à l'automne 73. Ils demandent 25 % d'augmentation, soit 250 F par semaine. Ils se sont déplacés de chantier en chantier et d'usine en usine, en appelant tous les travailleurs à se joindre à eux dans la grève générale pour l'augmentation des salaires.

D'ores et déjà, ils ont été rejoints par les travailleurs du papier-carton et par les salariés

agricoles des plantations de bananes, ces derniers étant également en révolte contre les salaires de misère que leur octroient les patrons sous la domination française.

Les travailleurs ont créé un comité de grève unifié qui comprend aussi les travailleurs du journal « France Antilles » (en grève depuis trois mois) et les élèves de plusieurs collèges, notamment techniques qui font grève contre l'augmentation de 20 % des loyers de leurs résidences.

Les grèves ont reçu un soutien général de tous les travailleurs de

la Martinique et une manifestation récente a rassemblé plusieurs milliers de personnes, ce qui est considérable pour une île de 300 000 habitants. Comme d'habitude, les journaux français et étrangers ont passé ces luttes sous silence.

La toile de fond sur laquelle se déroulent ces conflits est la pauvreté chronique et l'oppression coloniale. Le chômage dans les Antilles françaises est chiffré officiellement à plus de 25 % de la population active, sans inclure les milliers de jeunes à la recherche d'un premier emploi et qui ne peuvent s'inscrire au chômage : le chiffre réel est donc voisin de 50 %. Beaucoup de ces jeunes sont obligés d'émigrer en France où ils trouvent des emplois mal payés dans le secteur des services. La Martinique et la Guadeloupe sont officiellement des départements français, mais le salaire minimum national y est de 2/3 de ce qu'il est en France.

La demande des travailleurs du bâtiment vise à porter ces salaires au SMIC français. Ce n'est pas du luxe d'autant plus que la hausse du coût de la vie est considérable.

Dans ce climat d'affrontement social, un contingent massif de policiers et de militaires tente de maintenir l'ordre. En 1967, déjà, les forces de l'ordre avaient massacré 60 personnes lors de manifestations anti-gouvernementales en Guadeloupe. Tous les journaux et organisations attachées au socialisme et à l'indépendance nationale sont interdits et pourchassés. Les élections au Parlement français sont systématiquement truquées. Durant les dernières grèves, des collègues ont été investis par la police qui, d'autre part, est intervenue pour empêcher que des meetings s'y déroulent.

Toutes ces luttes montrent que les travailleurs de Martinique ne se laisseront pas intimider.

Corresp. ■

Henry Kissinger

ou salut l'artiste !

« S'il devait arriver quelque chose à Kissinger », dit l'une des boutades favorites de Washington, « c'est Nixon qui deviendrait Président ». En deux ans, celui qui avait commencé comme simple chargé d'études de l'Administration Kennedy s'est imposé comme le plus puissant des dirigeants américains : désigné par « Time » comme « homme de l'année » en 1972 — conjointement avec Nixon, — prix Nobel de la Paix en 1973 — sans Nixon, — les négociations du Proche-Orient ont consacré le secrétaire d'Etat américain comme le magicien de la diplomatie tandis que le président des Etats-Unis ne cesse de s'enfoncer dans le bournier intérieur.

Il est facile de haïr Pinochet, de mépriser Nixon, de craindre Brejnev, de vénérer Mao Tse-toung, de respecter De Gaulle, de se moquer de Pompidou. Mais Henry Kissinger n'est pas de ces hommes publics qui autorisent des sentiments simples : quand la télévision le montre sautant d'avion en avion entre le Caire et Tel-Aviv, Assouan et Damas, Beyrouth et Washington, on est tenté de saluer la performance de l'athlète, mais on ne peut, en même temps, s'empêcher de crier au chiqué. Qui est donc Henry Kissinger ?

Il y a au moins trois façons d'écrire la biographie d'Heinz Alfred Kissinger, né le 27 mai 1923 à Fürth, une petite bourgade de Franconie dans le sud de l'Allemagne, professeur à Harvard et présentement secrétaire du département d'Etat, c'est-à-dire ministre des Affaires étrangères des Etats-Unis. La première, sur le mode officiel, ressemble à ces panneaux illustrés qui se trouvent dans le musée de l'Immigration, situé dans le socle de la statue de la Liberté à New York.

L'irrésistible ascension du petit immigrant juif, fuyant l'Allemagne nazie en 1938 parce que son père avait perdu son emploi de professeur et que ses camarades d'école lui jetaient des pierres, qui a fait la guerre comme simple soldat « pour défendre la démocratie et la liberté », qui a suivi des cours du soir et a pu entrer à Harvard grâce à une bourse de l'Etat de New York pendant que sa mère faisait des ménages, et de là s'est propulsé à Washington jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir, a la simplicité de ces contes de fées dont se nourrit l'Amérique pour se justifier. Terre d'accueil pour ceux qui fuient le despotisme, havre de liberté, elle est aussi terre d'opportunité pour qui veut la servir et y travailler : la vie édifiante du jeune Heinz s'inscrit aisément dans cet ensemble de mythes. C'est une des premières raisons de la popularité d'Henry Kissinger.

La deuxième version de sa biographie se raconte sur le mode galant. Kissinger mérite à plus d'un titre le surnom de Docteur Folamour. Parvenu au faite du pouvoir, devenu la coque-

luche de Washington et des cocktails-parties de Georgetown (le Neuilly de la capitale américaine), le petit professeur de Harvard se lançait à la conquête des plus éblouissantes beautés d'Hollywood. Il ne quittait la résidence présidentielle de San Clemente ou les réunions du conseil national de sécurité que pour faire une entrée fracassante dans une soirée mondaine de Beverly Hills au bras de Zsa Zsa Gabor, de Judy Brown ou de la féministe Gloria Steinem. Comme le Docteur Kissinger tient beaucoup à ce genre de publicité, son service de presse avait prévenu les journalistes et les photographes étaient là. Et comme il utilise parfois ses aventures galantes pour camoufler les périples de sa diplomatie secrète (sa première rencontre avec Le Duc Tho avait pour « couverture », si l'on ose dire, une visite du gai Paris avec la productrice de télévision Margaret Osmer...), il a ajouté à ses autres auréoles celle de James Bond. Et comme James Bond est à notre siècle ce que les chevaliers étaient au Moyen Age et les cow-boys au siècle dernier, on trouve là une seconde raison de la popularité de celui qui est devenu pour la presse, comme pour le corps diplomatique, « dear Henry ».

cow-boy désarmé

La troisième version est beaucoup moins répandue parce qu'elle est infiniment plus décevante : c'est celle qui examine les fondements intellec-

tuels et les résultats pratiques de la *realpolitik* d'Henry Kissinger. Kissinger est venu à la diplomatie par deux travaux universitaires : son mémoire de maîtrise sur l'historien Oswald Spengler, intitulé en toute simplicité : *Le Sens de l'Histoire*, et sa thèse de doctorat sur l'Europe de la Sainte-Alliance, où il passe en revue les systèmes diplomatiques de Metternich et Castlereagh au moment du Congrès de Vienne. Il n'avait pas choisi ses sujets au hasard : l'image qu'il se fait du diplomate est bien celle du manœuvrier habile et indépendant qui joue avec les nations et les hommes comme avec des forces manipulables, et le but qu'il assigne à la politique étrangère américaine est bien le même que s'étaient fixé les négociateurs de Vienne — restaurer un ordre mondial interdisant les grands chambardements et un équilibre qui puisse garantir la prospérité de l'ordre existant.

Henry Kissinger est un produit à peu près pur de cette machine bureaucratique-universitaire qui, via Harvard, fournit au gouvernement américain ses grands commis. Il regrette le temps de Metternich où les diplomates n'avaient pas de comptes à rendre à une opinion publique inexistante et où ils étaient suffisamment autonomes pour mettre en œuvre leur politique.

Le bon Docteur Kissinger appartient à cette race dangereuse de bureaucrates décidés à court-circuiter tous les obstacles, tous les contrôles, tous les garde-fous afin de pouvoir appliquer leurs schémas intellectuels. Cette élite éclairée qui constitue, selon lui, le gouvernement des nations devrait retrouver les valeurs de l'aristocratie d'autrefois ; et il écrit : « Une aristocratie digne de ce nom rejettera l'arbitraire du pouvoir absolu ; et elle se fondera sur une notion de qualité qui découragera les tentations démagogiques inhérentes à une démocratie plébiscitaire ». C'est clair : M. Kissinger ne veut pas être contrôlé. Il a d'ailleurs longtemps profité de sa situation de « conseiller spécial du président », non-membre du gouvernement et couvert par le « privilège de l'exécutif », pour refuser de venir s'expliquer sur la politique dont il était, en fait sinon en titre, l'artisan, devant les

commissions du Congrès chargées de contrôler la politique étrangère des Etats-Unis.

Depuis qu'il occupe des fonctions de responsabilité, il n'écrit plus d'articles sur les questions internationales. Et s'il est peu avare de commentaires sur sa vie sentimentale, il refuse presque systématiquement les interviews politiques. Il est vrai que la dernière fois qu'il en a accordé une, la journaliste italienne Oriana Fallaci a réussi à lui faire dire qu'il se voyait un peu « comme un cow-boy entrant dans une ville, seul sur son cheval. Sans même un pistolet, car il n'aime pas tirer. Il agit, c'est tout ; touchant le bon but au bon moment ». On lui a, paraît-il, fait savoir que l'image du cow-boy désarmé ne cadrerait pas avec son personnage.

l'œil à tout

Le secrétaire d'Etat Kissinger ne tient pas de conférences de presse, il fait des briefings. C'est-à-dire que les seules questions que l'on attend des journalistes sont pour vérifier s'ils ont bien compris ce qu'on les a chargés de répéter. Et avec cette pointe de cynisme qu'il affectionne, « dear Henry » expliquait un jour à ses collaborateurs : « Les briefings mettent en valeur les qualités théâtrales. Ils soulignent la capacité d'appréhender l'information, et d'arriver au résultat prévu... D'ordinaire, la victime d'un briefing est très fière si elle parvient à formuler une question. Le conférencier, lui, a déjà entendu la question cent fois... ».

En revanche, il veut avoir l'œil à tout. Comme beaucoup de ceux qui ont fait longtemps antichambre dans les allées du pouvoir en espérant avoir l'oreille des puissants, il entend contrôler tout ce que font ses subordonnés. Il a une réputation de patron de combat et de bourreau de travail, ce qui explique le renouvellement rapide de son entourage, épuisé à la tâche.

Dans le flot des révélations de Watergate, il n'a pas été épargné puisque la commission Ervin a appris que certains journalistes accrédités auprès du département d'Etat et même quelques-uns de ses collaborateurs avaient été placés sur table d'écoute. Cela ne l'empêche pas d'être fort content de lui-même ; jouant sur sa double fonction de conseiller présidentiel et de secrétaire d'Etat, il déclarait dernièrement, à propos de la crise du Proche-Orient : « Nous, à la Maison Blanche, nous sommes vraiment impressionnés par l'efficacité du département d'Etat »...

(à suivre).

Jean-François MERLE ■



« Dear Henry » selon Hergé, revu par Chica et piqué à « Pilote ».

CHRONIQUE

les communistes
et
l'Europe

LES partis communistes de l'Europe capitaliste réunis à Bruxelles ont constaté que leurs pays forment un espace particulier et que, malgré la diversité des situations nationales, ils sont appelés à coordonner, sinon à unifier, leur stratégie. Ils ont découvert la dimension européenne de leur action et la nécessité des adaptations qu'elle implique. Certes, la crise actuelle a accéléré cette prise de conscience. Le P.C. italien a été le premier à y parvenir. Il a été rejoint par les P.C. français et espagnol. D'autres partis européens, en partant de positions différentes, ont ressenti le besoin de coopération.

Le degré d'engagement de chaque parti dépend de la place qu'il occupe sur l'échiquier européen et de son influence dans le pays. Les partis des six pays, membres anciens de la C.E.E., envisagent une action coordonnée au sein des institutions de la communauté. Le P.C. espagnol y aspire. Tout autre est l'attitude des P.C. britannique, irlandais et scandinave, qui préconisent le retrait de leurs pays de la C.E.E. Les uns et les autres s'inspirent du même souci de ne pas se couper des autres organisations ouvrières.

« large alliance »

Tous, ils admettent, à l'instar de l'U.R.S.S., la réalité de la C.E.E. et préconisent la transformation de cette Europe des monopoles multinationaux, dominés par le capital nord-américain, en une Europe des travailleurs, indépendante, démocratique et pacifique. Les communistes italiens vont plus loin et parlent d'une Europe neutre, ni pro-américaine, ni pro-soviétique. Ils ne refusent pas certaines mesures supra-nationales et, même, bien que d'une manière plus vague, une défense

commune. Il est vrai que l'intégration supra-nationale est peu probable depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne à la C.E.E. et que la défense commune envisagée tendrait plutôt au désarmement qu'à l'armement.

Elle aurait pour corollaire la dissolution du pacte atlantique et du pacte de Varsovie, ainsi que le retrait des troupes américaines et soviétiques sur leurs territoires nationaux. On a repris à Bruxelles, sous une autre forme, les anciens projets polonais et roumain de neutralisation et de dénucléarisation de l'Europe centrale. Ces projets sont conformes aux vœux de l'U.R.S.S. et à ses propositions de désarmement, présentées à Helsinki. Rien d'étonnant à ce que la « Pravda » approuve l'idée « de transformation de l'Europe en un continent de paix », grâce à « la création d'un système efficace de sécurité européenne ».

En dépit de quelques audaces verbales, délibérément ignorées à Moscou, la déclaration de Bruxelles est favorable, pour l'essentiel, à la stratégie soviétique. L'Europe des neuf ne fait plus peur. Elle est considérée par l'U.R.S.S. comme un partenaire possible, les pressions exercées de l'intérieur par les communistes devant l'engager dans la voie de la neutralité politique et militaire.

Ces pressions intérieures ne peuvent pas être le fait des seuls partis communistes de la Communauté. Leur influence reste faible en dehors de l'Italie et de la France. La transformation de l'Europe passe par la conclusion des accords qui ouvrirait aux partis communistes le chemin du pouvoir et permettraient de donner à la C.E.E. un contenu social et politique différent. D'où l'accent mis à Bruxelles sur une « large alliance » non seulement avec les partis socialistes et sociaux-démocrates, mais aussi avec les démocrates chrétiens, autrement dit sur l'élargissement du front unique des travailleurs, en un vaste front populaire, étendu aux classes moyennes et visant à unir toutes les forces anti-monopolistes, y compris — a précisé Santiago Carillo — la bourgeoisie moyenne.

La conclusion d'une telle alliance, dans le cadre de la coexistence pacifique et de coopération entre les pays à régimes différents, serait facilitée par la reconnaissance de l'actuel statut quo territorial et social en Europe.

Cette convergence entre la politique des communistes ouest-européens et soviétiques n'a pas empêché ce se fasse jour à des degrés divers, lors de la conférence de Bruxelles, une tendance à l'autonomie à l'égard de l'U.R.S.S. et à une

plus grande diversité d'action. Il n'a pas été question de créer un centre de direction en Europe capitaliste. Le polycentrisme a été condamné une fois pour toutes. On projette, tout au plus de réunir ultérieurement les partis de tous les pays européens, capitalistes et socialistes, comme ce fut le cas à Karlovy-Vary, en avril 1967.

Quant à une nouvelle conférence internationale, consécutive à celle de juin 1969, les Soviétiques y tiennent et Brejnev en a exprimé le vœu l'été dernier pendant la rencontre avec les dirigeants des républiques populaires. Ce projet a soulevé des réserves expresses des Roumains et des Italiens. Il ne paraît pas réalisable à court terme. Cependant, l'expérience a prouvé qu'à la longue et en faisant les concessions qui s'imposent, l'U.R.S.S. arrive à réunir la grande majorité des partis communistes et à faire adopter un texte qui préserve, à défaut du rôle dirigeant, sa prépondérance dans le mouvement communiste mondial.

L'hostilité à l'égard de la C.E.E. a cédé la place à Bruxelles à une attitude plus rationnelle et, à terme, plus efficace.

obstacles

Le desserrement relatif des liens entre les partis communistes et l'U.R.S.S. devrait favoriser la coopération entre les organisations européennes de travailleurs.

En revanche, l'adoption de la stratégie d'un front populaire élargi, englobant, dans un vaste rassemblement anti-monopoliste, la classe ouvrière, la petite et même la moyenne bourgeoisie, engage les partis communistes de l'Europe capitaliste dans la voie d'une politique réformatrice. Un programme commun de gouvernement a été esquissé à Bruxelles. Il va plus loin que celui élaboré en France. Il implique un « compromis historique » avec les partis démocrates-chrétiens, situés à droite de la social-démocratie. C'est à ce prix qu'on se propose de montrer « qu'il n'y a pas de « gauche européenne » possible, sans les communistes, ni de gouvernement de gauche ».

Ce dessein stratégique ne paraît réalisable qu'en période de bonne conjoncture, permettant d'accorder d'importantes concessions aux travailleurs. C'est pourquoi l'idée d'un vaste front populaire inter-classes, établi à Bruxelles, risque de se heurter à des obstacles difficiles à surmonter.

Victor FAY. ■

l'ennemi intérieur

grandes
manœuvres

Le Canard Enchaîné donnait, il y a 15 jours, cette information : 150 officiers supérieurs étaient conviés le 23 février à un spectacle de plein air à 15 km de Paris, en Val d'Oise, à Corneilles-en-Parisis ; il s'agissait d'un exercice de combat de rues contre l'ennemi intérieur. Nos camarades de la fédération PSU du Val d'Oise ont trouvé l'initiative intéressante et ont fait une proposition écrite au lieutenant colonel Olivier, commandant le 76^e RIMA de Vincennes. Voici le texte de la lettre. On attend la réponse :

à monsieur le lieutenant-colonel OLIVIER, commandant le 76^e RIMA Vincennes.

Monsieur,
Nous apprenons que votre unité va participer le 23 février à Corneilles (Val-d'Oise) à des manœuvres dont l'objet semble être d'enseigner à des O.R. comment lutter contre « l'adversaire intérieur ».

La fédération du Val d'Oise du PSU sollicite de participer à ces ma-

nouvres, pour les raisons suivantes :

1. Le gouvernement nous demande à tous un effort d'économie. Nous proposons en conséquence à l'armée notre participation bénévole, source d'économie pour le budget de l'Etat.

2. Nous avons le souci de l'efficacité de l'armée française, et qu'elle puisse s'adapter exactement aux missions qui lui sont assignées. Or, il semble que sa mission prioritaire soit actuellement, non de défendre le territoire national contre un « ennemi » devenu hypothétique, mais de défendre quelques Français contre tous les autres. Et nous ne voudrions pas qu'elle soit dans cette tâche en retard d'une révolution comme elle s'est retrouvée parfois en retard d'une guerre.

3. Nous ne passerons pas sous silence le souci que nous avons de nous entraîner, nous aussi. Ce n'est que justice !

Nous avons en effet nettement l'impression que le PSU fait partie des troupes innombrables de « l'ennemi intérieur ». C'est la raison essentielle pour laquelle nous vous proposons cette confrontation entre militants et militaires. Nous en profiterons pour expliquer aux soldats et officiers de réserve ce que nous sommes, ce que nous voulons, et quel jeu on leur fait jouer. Les réservistes en auront pour leur argent (1) !

Veuillez agréer, monsieur le lieutenant-colonel, nos salutations socialistes.

Le Bureau Fédéral. ■

(1) Pardon : ils en auront pour notre argent.

P. J. Oswald



Jakob Wassermann

Les Juifs
de Zirndorf

Roman

Jakob Wassermann, l'un des romanciers allemands les plus considérables de notre siècle avec Hermann Hesse et Thomas Mann, qui ne cachait d'ailleurs pas l'admiration qu'il lui portait, est très injustement méconnu en France. Bien que plusieurs de ses grandes œuvres, « Etzel Andergast », « Joseph Kerkhoven », « Ulrique », « Christian Wahnschaffe », y aient été traduites, seule « L'affaire Maurizius » y reste couramment accessible. Jakob Wassermann, né à Fürth en 1873, dans une famille juive de condition modeste, eut, très jeune, à souffrir des préjugés raciaux. Il quitta volontairement l'Allemagne dès 1932 et mourut à Altaussee, en Autriche, en 1934. Plus tard, ses livres furent brûlés en place publique. *Les Juifs de Zirndorf* fut publié en France peu avant la Deuxième Guerre mondiale, puis saisi par les nazis. Ce roman se compose de deux parties. La première raconte la naissance, au XVII^e siècle, du village de Zirndorf à la suite d'une émigration des Juifs provoquée par la nouvelle de l'arrivée en Terre Sainte du Messie, en réalité d'un faux messie, Sabbatai Zewi, émigration arrêtée, par l'intervention armée de la police de Nuremberg, non loin de Fürth où se déroule, deux cents ans plus tard, la seconde partie qui imagine, sous les traits du Juif Agathon Geyer, l'apparition d'un vrai Messie capable d'apporter lumière et joie au monde. La première édition ne comportait que la seconde partie : nous en publions l'édition intégrale avant de révéler d'autres œuvres, inédites en français, de cet écrivain essentiel, comme « Das Gänsemännchen » qui est en cours de traduction.

par l'auteur de

« L'affaire Maurizius »

pour le

100^e anniversaire de sa naissance

328 pages / 27,00 F

Traduit de l'allemand par Raymond Henry et J.-F. Beerblock

Collection « La source de la liberté »

7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75 005 Paris / 033 90 07

ce que nous disait

Fredy Taberna — secrétaire régional du PS — fusillé par la junte chilienne

Fredy Taberna est mort, fusillé par la junte fasciste dans les premiers jours qui ont suivi le putsch. Il était responsable du Parti socialiste pour la région d'Iquique, port du grand nord chilien — celui des mines de salpêtre et de cuivre — dont l'histoire ouvrière est marquée de luttes très dures. C'est notamment à Iquique que fut commis, en 1907, un massacre de 3 600 travailleurs ; c'est là aussi que naquit, quelques années plus tard, le premier parti so-

cialiste chilien, puis le parti communiste. Mais, entre-temps, la situation avait bien changé à Iquique, frappée par la récession économique et livrée en partie aux menées de la droite : le Parti national n'avait pas craint d'y tenir des congrès et les putschistes en général aimaient à s'y retrouver, au besoin avec des gorilles de la Bolivie toute proche.

C'est dans ce contexte que Fredy Taberna nous avait reçus

— une quinzaine de camarades d'un groupe « Découverte et Culture » — au début du mois d'août dernier pour nous entretenir de la situation. Pour l'Unité populaire, pour Allende, pour lui et des milliers d'autres Chiliens, il ne restait plus guère que quelques semaines à vivre. Et les propos de cet anthropologue de 29 ans, tels que les avait notés un camarade du PSU, prennent aujourd'hui valeur d'un document exceptionnel. ■

● Comment vois-tu la participation des Indiens à la révolution latino-américaine ?

F. T. — Il faut reconnaître que, jusque-là, nous avons très peu étudié ce problème, pourtant fondamental. Hugo Blanco est le seul qui ait une conception de la libération des Indiens. Che Guevara a aussi fait avancer cette question.

Nous préparons avec les pays andins un colloque sur les minorités nationales. Comme anthropologue, je suis chargé d'une commission qui doit rechercher comment la communauté indienne peut apporter au socialisme les valeurs du communisme primitif.

Au Pérou, les dites minorités nationales constituent la majorité de la population. Les conditions objectives (la faim, la misère) sont réunies pour une radicalisation des masses indiennes, mais l'Indien n'a pas la même force de réponse à l'exploitation que le prolétariat industriel. L'Indien a été conquis plus par l'Eglise que par les Espagnols. Face aux problèmes, il donne une réponse religieuse. Son organisation est communautaire, la terre est propriété collective.

Seuls les métis participent à la vie politique du Pérou. Il est facile, pour un gouvernement populiste de donner quelques garanties aux Indiens et de bloquer la prise de conscience.

L'Indien ne comprend pas le nationalisme ; les frontières n'ont pas de sens pour le paysan de l'Altiplano qui promène son troupeau au Pérou, en Bolivie, en Argentine, au Chili. C'est là un atout important pour la révolution continentale.

● La nationalisation du cuivre a permis de récupérer pour le développement du pays les profits énormes tirés de son exploitation. Mais, dans le cas du salpêtre, est-ce qu'il ne s'agit pas d'une socialisation des pertes ?

F. T. — Il est certain que dans les mines de salpêtre, nous perdons de l'argent, mais il nous faut maintenir l'emploi de ces travailleurs. Il y a des entreprises inutiles et d'autres déficitaires (l'aviation, les chemins de fer, les transports collectifs) ; cependant, nous les maintenons pour ne pas licencier et parce que nous avons besoin de leurs produits. Ainsi les conserveries — et il y en a plusieurs à Iquique — ne doivent pas gagner d'argent pour que les travailleurs puissent acheter des conserves.

Dans l'« area privada » (le secteur privé) nous nous battons pour imposer le contrôle ouvrier : contrôler la production, la distribution, les investissements, savoir si le patron aide la sédition, s'il a payé ses impôts...

● Et l'inflation ?

F. T. — Nous devons résoudre les problèmes politiques, l'économie suivra. Le problème économique à résoudre aujourd'hui, c'est de donner du lait aux enfants, il faut le résoudre aujourd'hui et ne pas attendre demain !

Les crédits accordés par les pays socialistes sont comparables aux crédits nord-américains, c'est-à-dire aussi faibles...

L'objectif, c'est de créer un homme nouveau, l'économie n'est pas le tout de l'homme. L'URSS entre dans une ère de consommation. On doit se demander comment l'entrée de Fiat, de Coca-Cola en URSS aide le processus révolutionnaire mondial, comment on peut se lancer dans la construction d'un vaisseau spatial, alors qu'en Inde les gens meurent dans la rue.

Nous ne sommes pas là pour construire une voiture pour chaque Chilien, mais pour créer une autre société et un homme nouveau.

A Cuba, il y a vraiment un homme nouveau qui apparaît ; nous voulons y arriver. Nous ne pouvons pas nous reposer tant qu'il reste un capitaliste.

Propos recueillis par Patrick BEAUMONT ■

● Quel est actuellement le rapport des forces au sein de l'Unité populaire ?

Fredy Taberna. — Les sociaux-démocrates sont en ce moment en recul. Pour nous, l'important ce n'est pas de tenir le gouvernement, l'important c'est le processus révolutionnaire en cours. Si le gouvernement ne sert pas ce processus révolutionnaire, nous ferons comme le MIR, nous sortirons du gouvernement. Depuis quatre jours, la position officielle du PS est la suivante : nous sommes opposés au dialogue d'Allende avec la Démocratie-Chrétienne.

● L'affrontement avec la bourgeoisie semble inévitable. Comment y faire face ?

F. T. — L'affrontement est quotidien. La droite commet une vingtaine d'attentats par jour. Mais le processus révolutionnaire avance. Avancer sans trahir, c'est notre mot d'ordre. Le PS pense que nous accomplirons nos tâches.

Avant octobre 1972, nous pensions que l'affrontement serait du type minoritaire ; aujourd'hui, ce sont les masses qui s'affrontent au système.

Lors de la grève patronale d'octobre, les réformistes de l'Unité populaire se sont opposés au travail d'organisation de la population que nous étions en train de réaliser. La CUT est une organisation très verticale ; elle maintient un contrôle réformiste sur les travailleurs.

En créant les cordons industriels, les travailleurs ont pu discuter à la base, s'organiser sur le plan local ; il se sont radicalisés. Les cordons industriels, c'est le contrôle sur la production ; les commandos communaux, c'est le contrôle sur la ville, maison par maison, pour s'opposer à la grève de la droite, connaître son voisin, comme les Comités de défense de la révolution à Cuba. Iquique, par exemple, est entièrement organisée en JAP (comités d'approvisionnement et de contrôle des prix).

Cette radicalisation des masses, la CUT et l'appareil d'Etat ne peuvent l'empêcher.

● Quelles sont les relations du PS avec le PC et le MIR ?

F. T. — Les relations avec le PC sont lointaines ; bonnes avec le MAPU (Garretton) et la Gauche Chrétienne ; excellentes avec le MIR.

Il y a dix mois, le PC s'opposait aux cordons industriels, considérés par lui comme des organisations parallèles à la CUT. Nous avons lancé la discussion, maintenant le PC pose la question dans ses cellules.

Dans le PC on ne parle jamais de Che Guevara, mais la base a demandé quelle fut l'erreur de Che ; comme l'impact du

Che est très fort en Amérique Latine, il est difficile au PC de dire que c'était un aventurier. Nous avons l'impression qu'il existe un courant « gauche » au sein du PC.

Il est certain que les partis avancent moins vite que le processus révolutionnaire. Si le PC continue dans sa voie réformiste, il risque de disparaître. La classe ouvrière se demande en ce moment si sa direction est bonne ou mauvaise. Si elle rencontre un parti qui lui montre une voie correcte, elle quittera le PC.

Le MIR aujourd'hui est implanté dans la classe ouvrière. Le PS et le MIR travaillent ensemble sur de nombreux terrains et échangent leurs informations. Ainsi, dans les élections à la CUT-Bâtiment de la province de Santiago qui viennent d'avoir lieu, il y avait deux listes :

— une liste PS, MIR, MAPU et IC ;
— une liste PC et Parti radical.

Il y a, à mon avis, une seule différence entre le PS et le MIR : si nous pensons qu'il est meilleur d'être dans l'Unité populaire, nous pensons aussi qu'il est bon que le MIR soit en dehors de l'Unité populaire.

Nous, nous ne pouvons pas sortir dans la rue avec des armes, car nous sommes dans l'UP et l'UP s'est prononcée contre la violence. Le MIR, lui, est en partie clandestin et en même temps, il utilise la légalité.

● Que fera l'armée en cas d'affrontement ?

F. T. — L'armée a été entraînée contre les travailleurs par l'impérialisme. Elle le montre dans sa manière d'appliquer la loi de contrôle des armes : elle perquisitionne dans les usines et les quartiers populaires, mais jamais chez les fascistes.

Cependant, nous pensons que si nous tenons une partie de l'armée, nous pouvons gagner. Nous avons avec nous les masses ouvrières et nous contrôlons le secteur industriel. La droite n'a jamais pu arrêter le pays ; nous, nous pouvons l'arrêter.

Actuellement, la droite attaque, nous sommes sur la défensive. Le PS pense qu'il nous faut prendre l'offensive, répondre à la violence bourgeoise par la violence révolutionnaire, prendre tout le pouvoir dans l'industrie, désobéir à la justice bourgeoise. Le renforcement des cordons industriels et des commandos communaux, l'extension des JAP nous entraînent nécessairement vers un conflit de pouvoirs.

Allende craint par dessus tout la guerre civile. Nous n'en prendrons pas l'initiative, mais si nous avons peur de la guerre civile, nous ne saurons pas y répondre le jour où la droite la déclenchera.

● Comment se situe le Chili sur l'échiquier international ?

F. T. — Le PS n'appartient à aucune internationale, mais entretient d'excellentes relations avec le Vietnam du Nord, la Corée du Nord, Cuba. Le PC, lui, soutient la politique de coexistence pacifique de l'URSS ; c'est la politique des petits pas. Nous, nous ne pouvons pas attendre cinquante ans. Nixon et Brejnev se sont partagé le monde et maintenant les Soviétiques font appel à Coca-Cola et à Ford.

Pour le PS : ni Pékin, ni Moscou. Les problèmes des Chiliens seront résolus par les Chiliens.

Nous voulons avant tout renforcer la solidarité avec l'Amérique Latine ; par exemple, les Tupamaros se réorganisent au Chili et préparent une grande offensive ; le PS les aide matériellement, notamment sous forme de médicaments.

Mais la révolution chilienne n'est pas exportable : l'UP a pris le gouvernement suite à une erreur de la droite qui a présenté deux candidats contre Allende ; c'est une erreur qui ne se reproduira plus. Mais si les mercenaires entraînés en Bolivie par le Brésil et les USA envahissent le Chili, ce sera peut-être le signal d'une révolution continentale.

Il est clair que l'URSS n'est pas favorable à la guérilla. Nous voudrions que Fidel Castro dise que l'URSS est révisionniste mais nous savons que dans la situation actuelle, il ne peut le faire.

Quant à la Chine, nous nous demandons comment, après la révolution culturelle, les dirigeants ont pu expliquer aux Chinois la visite de Nixon...



● Cette photo du cimetière général de Santiago est extraite du recueil « Chili » édité par l'agence « Gamma » et la revue « Reporter-Objectif ». Cette pu-

blication de grand format rassemble 82 photos-documents pris avant et pendant le putsch fasciste. C'est un implacable acte d'accusation.

la poésie, ça n'existe pas !..

VICTOR JARA a été fusillé. Les imbéciles tortionnaires de Santiago lui ont d'abord coupé les mains, comme si cet acte magique pouvait ramener au néant les chansons que ces mains-là avaient écrites et jouées sur la guitare. Puis ils l'ont fusillé. Comme si cela pouvait faire que ce chanteur n'ait jamais existé. Et déjà monte du peuple la légende de celui à qui on avait brisé les mains avant de le tuer, mais dont la voix ne se taira pas.

Il faut croire que dans ce pays-là les poètes populaires sont assez entendus par les masses pour paraître dangereux aux tyrans. Ce n'est pas le cas semble-t-il en France.

D'abord parce que chez nous la poésie populaire n'existe pas. Il y a des siècles que la bourgeoisie a récupéré les poètes en les pliant à l'exercice de la poésie imprimée et aux usages de salons.

Ce faisant, elle laissait au peuple quelques chansons de métiers ou de danse, jusqu'à ce que, la société rurale éclatant, l'industrie phonographique vienne imposer ses sucreries.

et maintenant, place aux chanteurs !

Aujourd'hui, qui lit les poètes ? Quelques centaines de personnes. Un grand poète qui publie un recueil le tire à mille ou quinze cents exemplaires. C'est assez peu pour que le pouvoir ne craigne pas l'influence des poètes révolutionnaires, quand bien même il y en aurait.

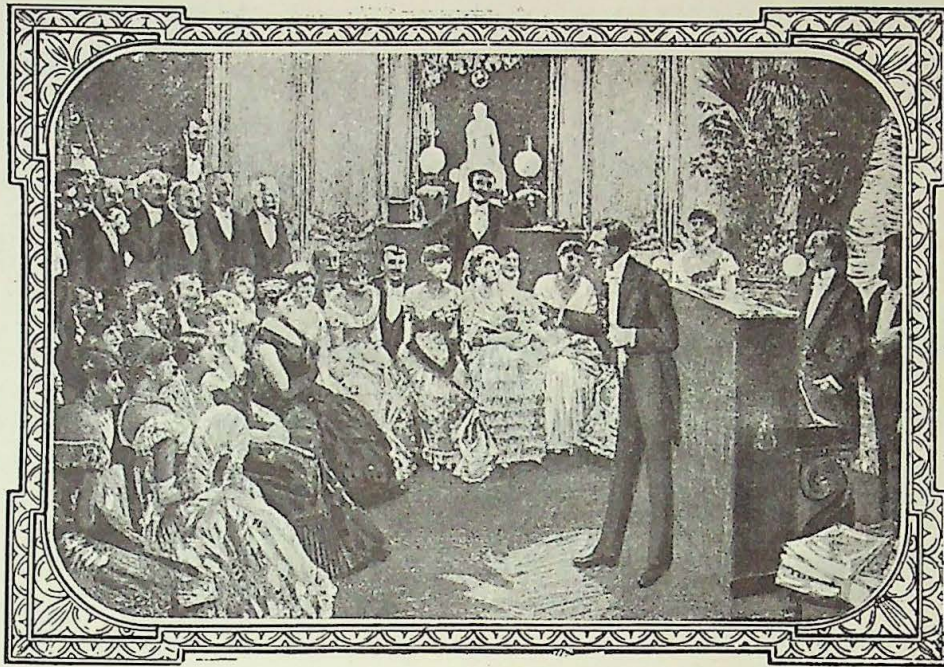
Car il n'y en a pas. On ne peut appeler poète révolutionnaire quelqu'un qui fait un usage nouveau de la poésie ou « qui a une technique révolutionnaire » ou qui « remet en question la poésie ». Non, un poète révolutionnaire est tout bonnement quelqu'un qui mobilise pour la révolution, avec ses armes d'homme, ses contradictions, ses enthousiasmes, ses émotions, ses faiblesses. Il n'y en a pas. Quand il y en aurait, le pauvre aurait des chances d'être lu par quelques centaines de... bourgeois.

Non, non, le Pouvoir n'a rien à craindre de ce côté-là.

Mais il y a les chanteurs. Ceux-là, on les écoute. Ils peuvent être dangereux. Le capitalisme a une parade : c'est lui qui possède le circuit de diffusion ! Il faut passer par les maisons capitalistes internationales de l'édition, et il faut passer par les radios et la TV. S'il y a un chanteur révolutionnaire qui pointe son nez, la masse des gens n'en saura rien.

On s'emploie d'ailleurs activement à lui faire comprendre à cette masse que la chanson ne doit jamais parler de la vie réelle. Il ne reste plus qu'à agir sur les prix des spectacles et des disques... Force restera à la loi du silence.

Pourtant le silence se fait mal. Car des poètes, il y en a des dizaines de milliers en France. Et des poèmes il en sort de partout : des journaux de collège aux revues spécialisées, d'Œdipe, « journal sans complexe » de quelques étudiants Bordelais à « Crispur » édité par des Parisiens dont quelques-uns sont aussi militants du parti, il en sort de partout. Il y en a plein, plein les calepins des lycéens, les lettres, de lecteurs, les papiers pliés en quatre dans les poches des grévistes, partout.



C'est donc que l'expression poétique est la forme la plus immédiate de l'expression personnelle.

Mais, dites-moi, amis et camarades (comme on dit au P.S. où on n'aime pas que les torchons effrayent les serviettes), qu'est-ce que vous en pensez, vous ? Voyons un peu, que pensent les révolutionnaires ?

C'est bien simple, la poésie, ça n'existe pas. Regardez la presse militante : pas le moindre petit bout de commencement de poème ! On n'a déjà pas assez de place pour le sérieux alors, la poésie !

Une anecdote, tiens, pour illustrer mon propos : cela se passe en province, c'est un chouette meeting avec ténors (Geismar, Krivine etc.). Après les discours, quelqu'un dit au micro : « Et maintenant place aux chanteurs. Mais ceux qui veulent poursuivre la discussion avec nous peuvent sortir ». Et là-dessus, Krivine et Geismar sortent faire de la politique, laissant le Victor Jara local chanter ses créations pas sérieuses politiquement.

Camarade Geismar ou Krivine ou peu importe, ton discours était très bon. Mais le petit gars qui vient derrière toi pour chanter, il est vivant, il vient essayer de dire comment il fait des nœuds entre lui et l'Histoire pour ne pas sombrer. C'est au moins aussi important que ce que tu disais toi. Et si par hasard ce chanteur a du talent, il mobilisera les assistants bien plus profondément que tu n'auras pu le faire. Je n'en veux pour preuve

que la mort de Victor Jara ou les treize ans que le poète turc Nazim Hikmet a passés en prison (ses œuvres sont aujourd'hui interdites en Turquie au même titre que celles de Lénine).

logique et ordre

Mais, camarade, peut-être que tu ne t'intéresses pas à la poésie parce que tu es tout bêtement un intellectuel français mariné par l'université de Napoléon dans le mythe de la prose logique et de l'ordre ?

Ce serait donc tout simplement que tu manques d'imagination et de sensibilité ? Que, comme beaucoup de militants qui viennent de l'université, tu camoufles tes émotions en te réfugiant dans le discours théorique ?

C'est en pensant à toi, camarade, que nous proposerons dorénavant dans T.S. des poèmes de grands poètes révolutionnaires : parce que les poètes disent tout haut ce que nous ressentons tout bas. Nous les publierons en pensant aussi à ceux qui n'ont pas eu la chance d'avoir accès à notre belle université et qui à cause de cela n'ont jamais accès aux livres ni aux poètes. Dans ce pays où la poésie populaire n'existe pas, ni la chanson populaire, nous essaierons de faire entendre tous les Victor Jara.

Jacques BERTIN

Le cinquième jour d'une grève de la faim

MES frères

Je n'ai pas l'intention de mourir
Si je suis assassiné
Je continuerai à vivre parmi vous je le sais
Je serai dans le vers d'Aragon
— Dans son vers qui raconte les beaux jours à venir —
Je serai dans le pigeon blanc de Picasso
Je serai dans les chansons de Robeson
Et surtout
Et le plus beau :
Je serai dans le rire victorieux de mon camarade
Parmi les dockers de Marseille
Pour vous dire la vérité, mes frères
Je suis heureux, heureux à toute bride.

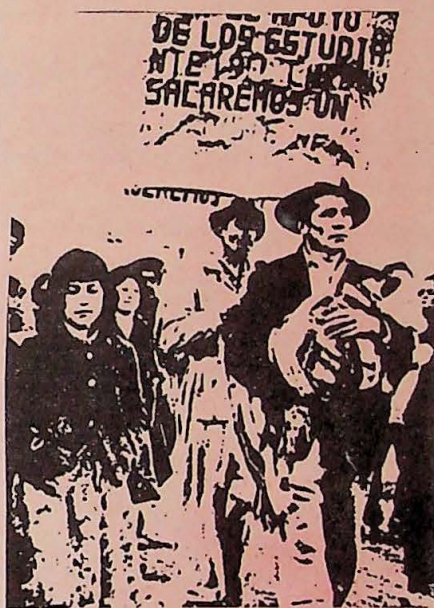
NAZIM HIKMET
(éditeurs français réunis)

REGARDS POLITIQUES

CHILI

● Les films sur le Chili sont rares. Ils ont au moins le mérite d'être souvent excellents. C'est le cas du dernier film d'Helvio Sotelo : « Métamorphose du chef de la police politique » qui est la première œuvre de cinéma véritablement - et positivement - critique sur le Chili de l'Unité populaire. En choisissant de montrer les contradictions d'un flic (et pas n'importe quel flic), Sotelo pousse à l'extrême le problème qui, au fond et à un autre niveau, était celui de tout révolutionnaire chilien engagé dans le processus en cours.

C'est le cas aussi - mais peut-être avec plus de concessions à la rigueur dialectique - de « Quand le peuple s'éveille », œuvre collective du « Front des travailleurs révolutionnaires du cinéma latino-américain » qui illustre la prise de conscience du peuple chilien sous le gouvernement Allende. A cet égard, les entretiens avec des paysans et des habitants de « campamentos » sont tout à fait exceptionnels quant à la détermination et à la clairvoyance révolutionnaires qui s'en dégagent. Mais, justement, peut-être un peu trop exceptionnels pour autoriser une hâtive généralisation. Il est vrai que le titre même du film prend la précaution d'annoncer un « éveil », qui est l'amorce d'un mouvement. Les questions que l'avant-garde



révolutionnaire chilienne se posait bien avant le putsch réapparait aujourd'hui avec une acuité renouvelée non seulement par rapport aux perspectives de la résistance chilienne mais aussi quant à l'hypothèse d'un changement de régime en France et dans d'autres pays d'Europe.

Ce film, diffusé par l'intermédiaire du circuit MK2 de l'équipe Marin Karmitz (55, rue Traversière - 75012 Paris - tél. 307.92.74) est accompagné d'un court métrage cubain sur le chanteur populaire Victor Jara mort dans les atroces souffrances que l'on sait.

D'autre part, l'association AGAVE met à la disposition des militants un montage audio-visuel sur le Chili également. On peut se le procurer moyennant une location de 50 F à la même adresse que MK2.

tribunal Russel

LA Fondation Bertrand Russell pour la Paix a organisé un deuxième tribunal Russell centré sur la répression au Brésil, au Chili et en Amérique latine en général. Comme le premier tribunal mis en place en 1966 pour rechercher, dénoncer et publier les crimes de guerre américains au Vietnam, ce deuxième procès consistera en commissions d'enquêtes d'universitaires et d'experts et d'un « grand jury » de personnalités mondialement connues.

A l'origine, ce procès devait concerner le Brésil, mais son objet a été étendu depuis le coup d'Etat au Chili. Son but n'est pas seulement de dénoncer la torture et la répression sur un plan humanitaire, mais aussi d'analyser les causes de la montée des régimes répressifs en Amérique latine. Ces causes sont caractérisées comme la domination impérialiste et l'extension du fascisme.

il est aussi des silences impossibles

Il est dans la vie politique des débats médiocres durant lesquels le silence est la forme la plus éminente de la dignité. Il est aussi des silences impossibles, dont l'interprétation serait celle d'un refus de choisir, donc d'une lâcheté. L'actuel débat sur l'anticommunisme ou sur Soljenitsyne est un dangereux mélange des deux.

Le combat inconditionnel que mène le PSU pour la défense de la liberté, c'est-à-dire de toutes les libertés, l'a amené à apporter son soutien moral, militant et juridique si nécessaire à toutes les victimes de toutes les répressions, y compris Soljenitsyne naturellement. Cela n'implique, tout aussi naturellement aucune espèce de solidarité avec son orientation politique, quel que soit le talent littéraire avec lequel, il l'exprime. Mais il faut aller plus loin, car le problème, tel qu'il est posé aujourd'hui, est loin de concerner la seule Union Soviétique.

L'anticommunisme est une très ancienne composante de la vie politique française. Il a deux sources. La première est le caractère répulsif de l'univers stalinien et de ses legs à l'histoire de l'Union Soviétique, qui découle de l'importance et des méthodes de sa police. La seconde source est le fait que, à la différence d'autres partis communistes comme le suédois, l'australien, le yougoslave évidemment et dans une certaine mesure l'italien, tous partis avec lesquels le PSU a pu nouer, à l'occasion, de bonnes relations, le parti français a toujours tenu à préserver des liens préférentiels avec l'Union Soviétique, à maintenir un style de débats internes de type unanimiste et à couvrir l'Union Soviétique dans ses actes les plus inadmissibles : si l'intervention militaire en Tchécoslovaquie a été condamnée — et ce fut le premier acte d'indiscipline — par le parti français, la normalisation ne l'a jamais été. L'intervention en Hongrie ou à Berlin Est n'avait même pas été critiquée.

Il serait bien surprenant que la droite ne se saisisse pas de telles armes. L'anticommunisme est un de ses plus efficaces moyens de dissuasion. Mais ne nous faisons pas d'illusions : si la matière n'existait pas la droite l'aurait inventée. La puissance de calomnie, d'amalgame, de travestissement des positions, voire de mensonge pur et simple de la droite est illimitée quand elle a peur et qu'elle défend ses privilèges. La campagne qu'elle a menée à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e contre la montée des forces socialistes était pire encore, dans le cynisme et le mensonge, que ce qu'elle dit aujourd'hui. Et dès que des militants à l'évidence non communistes, se battent durement, comme à Lip, alors on les baptise « *guchistes* » et on remet ça... L'anticommunisme de droite est la forme conjoncturelle d'un anti-socialisme viscéral, primaire, qui n'est finalement que le refus de la démocratie, le refus de reconnaître l'autre comme un interlocuteur dans le processus de transformation sociale. L'anticommunisme nous est à ce titre totalement étranger.

Il reste que la nature du régime soviétique, les liens que le parti communiste français conserve avec lui, et le projet de société dont sont porteurs les communistes restés liés à Moscou posent aux forces socialistes de redoutables problèmes. La contradiction se résume fort simplement : nous nous battons pour un projet de société socialiste radicalement différent de ce qui s'est essayé en Union So-

viétique, et nous nous battons en tant que parti de classe au sein du mouvement ouvrier français, qui tout entier aspire d'abord à son unité, et sait que cette unité est la condition de sa victoire.

Dépasser cette contradiction est une tâche difficile, d'autant plus difficile que l'anticommunisme a mordu sur une partie de la gauche. Ainsi s'expliqua à l'époque, la scission de Force Ouvrière, qui depuis a complètement déserté le camp des forces socialistes. Ainsi s'explique pour une part, le comportement de certains courants de la FEN. Ainsi s'expliquent aussi les trop longues périodes de notre histoire où l'ancêtre du PS, la SFIO, jouait des stratégies d'alliance centriste avec l'espoir de rassembler une majorité sans les voix ni les forces communistes. Nous ne rapellerons jamais assez que c'est contre cette stratégie que s'est faite, dans la SFIO, la scission de 1958 qui a finalement donné naissance en 1960 au PSU, parti dont la vocation unitaire figure à l'acte de naissance.

Mais il reste que, à gauche, l'anticommunisme se nourrit de l'incertitude où sont les militants — et les électeurs — sur ce que pourrait bien être un socialisme non bureaucratique, un socialisme étranger à la lourde hérédité bolchévique.

Tant que cette incertitude ne sera pas levée, tant qu'il ne sera pas évident qu'une expérience socialiste française aura des raisons fortes, tenant aux affirmations théoriques de la coalition de gauche, à la formation de ses militants, aux luttes qu'ils auront menées, et au fonctionnement intérieur de ses partis, de s'orienter vers un modèle non oppressif, l'anticommunisme continuera à mordre sur la gauche et à affaiblir la coalition des forces socialistes.

A cet égard une défense négative n'a aucun sens. Un éventuel « *regroupement de la gauche non communiste* » évoque trop, à travers cette seule définition, des forces peu capables de se définir positivement par leur projet propre, et toujours tentées de ce fait d'augmenter leur rayonnement par des alliances plutôt que par les résultats de leur propre combat : or une seule alliance est exclue par cette définition, il reste celles de droite...

Nous nous situons, nous, dans l'ensemble des forces socialistes, qui ne se définissent que communistes compris. Au sein de ces forces, notre lutte vise à imposer petit à petit la préférence pour la seule forme de socialisme qui garantisse effectivement la liberté par l'équilibre des pouvoirs, le socialisme autogestionnaire. Maintenant que la préférence à l'autogestion s'est affinée et précisée, c'est par le succès dans les luttes qu'elle peut grandir, et ce succès exige l'unité d'action, comme les Lip l'ont démontré.

Dans cette situation nos choix tactiques sont clairs. Nous ne serons jamais solidaires de la droite dans le procès intéressé qu'elle fait au monde communiste. Nous considérons en revanche comme essentiel qu'une bataille critique continue sur la totalité des expériences socialistes en cours, comme pour la défense inconditionnelle de la liberté d'expression. Nos camarades communistes doivent comprendre que lorsque la Fédération CGT des métaux traite les militants PSU d'affairistes à propos de Lip ou lorsque le secrétariat du PC rompt le dialogue avec le Nouvel Observateur en le traitant de professionnel de l'anticommunisme pour esquiver un débat qui concerne toutes les forces socialistes de France, ils contribuent puissamment à développer l'anticommunisme.

Enfin notre rôle, à nous parti socialiste unifié œuvrant au sein du mouvement ouvrier français, n'est pas de nous exprimer en tant que tel dans le débat des milieux intellectuels, quelque essentiel qu'il soit. Il est de contribuer, dans l'unité nécessaire aux victoires partielles de chaque étape, à construire cette véritable force autogestionnaire qui permettra d'ouvrir enfin une voie européenne vers le socialisme et par là de dépasser la controverse sur l'anticommunisme.



par
**Michel
Rocard**

2371

NOUVEAUX
ABONNES

**faudrait pas
k'ça mollisse !**

**jusqu'au 15 mars, prix spécial
de 60 F. Avec en prime le
manifeste du PSU :**

**" contrôler aujourd'hui pour
décider demain ! "**

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65